

REVUE DE PRESSE

16 septembre 2020

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de
services scolaires
du Québec

PRODUIT PAR

influence

La COVID-19 se fraie un chemin dans les écoles du Québec

Quelque 223 établissements sont touchés, selon la liste officielle

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
LE DEVOIR

fermées » —

La COVID-19 s'est frayé un chemin dans 223 écoles du Québec depuis la rentrée, selon le dernier portrait de la situation dévoilé en fin de journée mardi par le gouvernement. Celui-ci permet de voir une progression nette des cas enregistrés dans le réseau scolaire.

En date de lundi 16 h, un total de 377 cas positifs de COVID-19 avaient été rapportés dans les établissements préscolaires, primaires et secondaires du Québec. C'est une hausse de 33 % par rapport à la dernière mesure prise par Québec, qui datait de vendredi (et qui avait été mise en ligne lundi soir).

Le nombre d'écoles concernées suit la même courbe (30 % de plus que vendredi). À travers le Québec, 154 classes sont maintenant « c'est-à-dire que les cours se donnent à distance. Les données proviennent des 72 centres de services scolaires et des 260 écoles privées de la province.

« Je tiens à mettre le chiffre en perspective, a commenté le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge : c'est 0,3 % des gens de notre réseau scolaire. » Il y a près de 2700 établissements dans le réseau, et un million d'élèves.

Mais le premier ministre Legault s'est montré préoccupé par ces données, qui s'inscrivent dans une tendance plus large d'une hausse des cas de contamination. « On commence à voir des cas dans plusieurs classes de nos écoles, donc on est obligés de fermer des classes. Même si c'est encore moins de 1 % de la population, si ça continue, il va y avoir de plus en plus d'enfants qui ne pourront pas aller à l'école, puis ça, c'est à peu près la pire affaire qu'on ne peut pas imaginer », a-t-il soutenu au point de presse de 13 h.

Les principaux centres de services scolaires touchés sont ceux de la Capitale-Nationale (18 écoles), de la Région-de-Sherbrooke (11 écoles), de la Pointe-de-l'Île (13), de Montréal (23), de Marguerite-Bourgeoys (14) et de Laval (21).

La liste du gouvernement ne donne pas le nombre de cas par école. Un seul cas peut forcer la mise en quarantaine d'une classe entière, mais on sait aussi que plusieurs écoles sont touchées par plusieurs cas.

Ainsi, la santé publique va-t-elle procéder mercredi et jeudi à un dépistage massif auprès des élèves de l'École



Sans-Frontière, à Québec. Le cabinet de M. Roberge a confirmé que cette école de quelque 300 élèves est maintenant un foyer d'éclosion. Au moins cinq cas y sont rapportés. L'école demeure ouverte pour le moment.

D'un point de vue géographique, on trouve des écoles touchées dans 13 des 17 régions du Québec.

La liste publiée par Québec diverge par ailleurs de celle mise sur pied par un parent de Montréal et qui recensait mardi après-midi un total de 322 écoles touchées. Avant d'inscrire une école sur sa liste, le gestionnaire du site Covid Écoles Québec demande à voir la lettre que chaque établissement d'enseignement fait parvenir aux parents lorsqu'un cas d'infection à la COVID-19 a été confirmé par la Santé publique.

Les partis d'opposition n'ont pas manqué de souligner que la nouvelle liste de Québec semblait de nouveau en retard sur la réalité du terrain — un problème noté la semaine dernière, et qui avait incité le gouvernement à retirer la première mouture pour revoir le processus de collecte des données.

Si ça continue, il va y avoir de plus en plus d'enfants qui ne pourront pas aller à l'école, puis ça, c'est à peu près la pire affaire qu'on ne peut pas imaginer

JEAN-FRANÇOIS ROBERGE



154

C'est le nombre de classes qui sont fermées, les cours devant alors se donner à distance.



Alors que le ministre de l'Éducation faisait état de nouvelles données qui démontrent que la COVID-19 fait son chemin dans les écoles, et que le premier ministre s'inquiétait de la hausse de cas dans la population qu'il appelait d'ailleurs à respecter les consignes, des citoyens opposés au port du masque obligatoire manifestaient une nouvelle fois, mardi, devant l'Assemblée nationale à Québec.

JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

ACTUALITÉS

UNE « IMMENSE » GOUTTE QUI FAIT DÉBORDER LE VASE

MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

La pandémie pousse des enseignants de plus en plus jeunes à la démission

Les enseignants dénoncent depuis plusieurs années une dégradation de leurs conditions de travail. Avec une pénurie qui persiste et des mesures sanitaires contraignantes à appliquer, cette année sera-t-elle celle du trop-plein pour certains ?

Mary Ann Antoine a enseigné au primaire pendant plus de 10 ans. Au fil des années, elle dit avoir vu les services aux élèves diminuer, la charge de travail s'alourdir, le soutien aux enseignants s'amoinrir.

Cet été, elle a remis sa démission au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM). L'enseignante jugeait moins stressant de partir que de revenir auprès de ses élèves.

Qu'y avait-il de si inquiétant pour elle, qui connaît la chanson ? « Justement, je la connais, rétorque Mary Ann Antoine. Je pense que c'est la COVID, cette surcharge de plus dans un emploi où on est déjà à bout de souffle. »

La lourdeur de la tâche des enseignants est exacerbée en raison des règles sanitaires mises en place dans les écoles cette année, estime Catherine Turcotte, professeure au département d'éducation et formation spécialisées de l'UQAM.

« Je pense qu'il y a déjà des personnes qui étaient déjà tannées d'enseigner à cause de la surcharge de travail et qui se disent que ce n'est plus vivable. »

— Catherine Turcotte, professeure à l'UQAM

« Pour certains, la goutte ne devait pas être très grosse pour faire déborder le vase et cette année, elle est immense », estime la professeure.

Au Centre de services scolaire de Montréal, on indique que moins d'enseignants ont démissionné cet été, comparativement à l'an dernier (89 enseignants en 2020, 95 en 2019). Ils sont toutefois plus nombreux à partir plus tôt en carrière. Cette année, 38 % des démissionnaires ont 5 ans et moins d'expérience, contre 19 % l'an dernier. Encore maintenant, le CSSDM dit composer avec des démissions sur une base quotidienne.

La professeure Catherine Turcotte dit qu'elle essaie de ne pas « être trop négative » et qu'elle n'a qu'un souhait : que les enseignants « allumés » qu'elle forme restent dans la profession. « On n'est pas des machines à former toujours plus de monde ! Ce n'est pas ça que je veux, je veux former des personnes qui vont rester », dit Mme Turcotte.

C'est aussi ce qu'aimerait la présidente de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal, qui représente 10 000 enseignants de Montréal. « Ça fait plusieurs années qu'on en voit, des démissions. La pénurie de profs, c'est pas tant d'aller chercher des nouveaux profs qui veulent aller étudier à l'université, c'est de garder ceux qu'on a », dit Catherine Beauvais-St-Pierre, qui parle de « profs qui se sauvent ».

DES PROFS FATIGUÉS

Un mois après la rentrée, les profs sont fatigués, constate aussi l'Alliance. « On a des profs qui nous disent qu'ils se sentent comme en décembre, quand il est temps que les vacances de Noël arrivent », relate Mme Beauvais-St-Pierre.

« J'ai vu des gens tannés, mais fatigués comme cette année, jamais », abonde un enseignant d'une école primaire de Montréal qui préfère garder l'anonymat. Il côtoie des collègues qui « ont démissionné » sans arrêter de travailler. « Ils sont encore sur le plancher parce qu'ils n'ont pas les moyens de démissionner pour vrai. J'ai l'impression qu'on s'en va dans un mur », poursuit celui qui compte plus de 10 ans d'expérience.

En plus des mesures sanitaires qui se sont ajoutées, la pénurie amène dans les écoles son lot de personnel qui n'a pas de qualification légale pour enseigner.

« En ce moment, n'importe qui peut aller prendre une classe, rappelle la professeure au département d'éducation et formation spécialisées de l'UQAM, Catherine Turcotte.

« Les enseignants voient le personnel non qualifié arriver, et c'est lourd. Un comptable qui n'a jamais enseigné en première année du primaire, il va s'appuyer sur ses collègues. »

— Catherine Turcotte, professeure à l'UQAM

La présidente de l'Association montréalaise des établissements d'enseignement scolaire, Hélène Bourdages, reconnaît que, sur le terrain, certains sont peut-être fatigués, ont un « trop-plein », mais ne voit néanmoins pas de vague de démissions se profiler à l'horizon. Elle estime que la première étape de la rentrée est passée et que « la pression commence à baisser ». « Ça ne veut pas dire qu'il faut en ajouter », dit Mme Bourdages.

Mary Ann Antoine ne regrette aucunement sa décision de démissionner et cite d'autres collègues qui ont pris la même voie qu'elle. « J'ai l'impression que c'est contagieux », dit-elle.

ACTUALITÉS

PLUS DE 150 CLASSES TOUCHÉES

Le nombre de cas confirmés de la COVID-19 dans les écoles est passé mardi à 377 (+ 94), selon la plus récente mise à jour des données du gouvernement. Un total de 223 (+ 51) écoles sont touchées, et 154 (+ 10) classes sont fermées par mesure préventive. Les informations précédentes faisaient état des données du 11 septembre. Désormais, le bilan sera revu sur une base journalière. En date du 14 septembre donc, on rapporte - depuis la rentrée scolaire - 377 cas confirmés à la COVID-19, soit 296 élèves (+ 79) et 81 membres du personnel (+ 15). À Québec, la Santé publique a recommandé le dépistage massif à l'école primaire Sans-frontière, qui accueille 300 élèves, alors que l'établissement compose avec cinq cas confirmés depuis vendredi. La nouvelle collecte de données a été réalisée auprès de 2685 établissements préscolaires, primaires et secondaires des réseaux public et privé, note Québec.

-- Fanny Lévesque, La Presse

ACTUALITÉS

DES ENSEIGNANTS EUROPÉENS DANS LE « NÉANT TOTAL »

MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

***Une centaine de candidats
n'attendent qu'un permis de
travail d'Ottawa pour intégrer
les écoles québécoises***

Une des solutions de Québec pour contrer la pénurie d'enseignants a été mise à mal par la pandémie. Près d'une centaine de candidats courtisés en Europe pour venir en renfort dans les écoles québécoises sont coincés de l'autre côté de l'Atlantique.

Morgane Couturier et Mickaël Le Brun étaient prêts. Avec un billet d'avion en poche et un appartement qui les attend depuis juillet à Montréal, il ne leur restait qu'à amorcer leur nouvelle carrière d'enseignant au Québec, elle au primaire, lui au secondaire.

Ils ont été recrutés en France dans le cadre d'une mission menée par le Centre de services scolaire de Montréal, aux prises avec une pénurie de personnel. Le couple avait prévu arriver fin juin pour enseigner dès cette année, mais la pandémie est venue brouiller les cartes. Il ne lui manque qu'un papier qui tarde à arriver : le permis de travail d'Ottawa.

Forcé d'attendre, le couple n'ose pas prendre de contrat d'enseignement en France, de peur de devoir y renoncer, mais n'a pas la moindre idée de la date à laquelle il pourra venir au Québec. « C'est le néant total. On peut avoir la lettre dans une heure ou dans deux mois, et ça nous empêche de trouver un contrat en attendant », explique Morgane Couturier.

DES CAS NOMBREUX

Ils sont près d'une centaine dans cette situation, affirme Me Gabriel Faribault, avocat en immigration au cabinet Immetis. Ce cabinet montréalais a comme clients plusieurs centres de services scolaires qui recrutent en Europe.

Il explique que non seulement les délais pour la délivrance du permis de travail ont augmenté en raison de la pandémie, mais qu'en plus, le métier d'enseignant n'est pas considéré comme prioritaire par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

« Il faut y aller au cas par cas, présenter des demandes de traitement prioritaire. Parfois, c'est accepté, pour d'autres, on est toujours en attente d'une réponse. »

— Me Gabriel Faribault

Au Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSSPI), on précise que dix candidats français sont bel et bien arrivés à temps pour la rentrée, mais que 24 autres « n'ont pas réussi à obtenir leur permis de travail dans les délais ». Des demandes de traitement accéléré « semblent fonctionner », explique sa porte-parole Valérie Biron, puisque certains candidats ont reçu leur permis dans un délai plus court.

Du côté du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, on indique que 28 candidats n'ont pas été en mesure de franchir la frontière. « Ils ont espoir d'être avec nous en cours d'année », écrit la porte-parole du CSSMB, Chrystine Loriaux.

Au Centre de services scolaire de Montréal, 15 enseignants français sur 80 sont arrivés au Québec et ont été affectés dans les classes.

En date du 10 septembre, le ministère de l'Éducation dénombrait 164 postes d'enseignant à temps plein à pourvoir dans le réseau scolaire.

« RESTÉS SUR LE PAS DE LA PORTE »

Attendant elle aussi son permis de travail, Julie Tordjman déplore qu'ils soient « nombreux à être restés sur le pas de la porte ». Elle a en main un contrat pour enseigner au Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île, dans l'est de Montréal, mais a repris il y a quelques semaines à Paris son travail d'enseignante, qu'elle n'avait heureusement pas quitté.

Une des solutions pour ces enseignants, explique Me Gabriel Faribault, serait qu'Ottawa prévoie « un mécanisme, où certains types de postes, dont ceux d'enseignant, seraient traités plus rapidement ».

Le Québec a interpellé le gouvernement fédéral pour que les demandes de permis de travail pour les enseignants aux niveaux primaire, secondaire, collégial et universitaire fassent l'objet d'un traitement accéléré, indique-t-on au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

En attendant, certains enseignants « ont tout simplement reporté leur projet à l'an prochain », dit Me Gabriel Faribault.

Julie Tordjman souhaitait s'installer au Québec avec son mari et leurs deux enfants au cours de l'été. Elle garde espoir que les délais d'attente raccourcissent. « J'ai la chance de ne pas avoir quitté mon travail, mais on vit dans les cartons d'ici un éventuel départ », dit-elle.

Plus de 150 classes fermées au Québec

La hausse du nombre de cas de COVID-19 dans les écoles commence à tracasser les profs et les directions

Enseignants et directeurs s'inquiètent de la hausse du nombre de cas de COVID-19 dans les écoles alors que les données diffusées par le gouvernement hier restent incomplètes, selon certains.

DOMINIQUE SCALI
Le Journal de Montréal

« Ça commence à être inquiétant », avoue Nicolas Prévost, président de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement.

« On ne sait pas à quoi s'attendre. Mais c'est préoccupant dans la mesure où ça ne cesse d'augmenter depuis la rentrée », abonde dans le même sens Josée Scalabrini, présidente de la Fédération des syndicats

de l'enseignement (FSE).

Le gouvernement a publié hier une nouvelle liste des écoles touchées par la COVID-19. Quelque 370 cas positifs ont été rapportés dans 223 écoles en date de lundi, révèle la compilation diffusée hier (*voir les pages 2 et 71*).

Au total, 154 classes étaient fermées lundi afin de placer les élèves en isolement préventif.

Le ministère de la Santé avait publié une première liste la semaine dernière, mais l'avait retirée à cause d'erreurs.

« Nous avons fini par améliorer les façons de collecter l'information », a expliqué le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, hier. Il a assuré que l'information serait mise à jour de façon quotidienne.

Or, ces données sont toujours

« incomplètes », car elles ne disent pas « d'où vient le problème », constate M^{me} Scalabrini.

La liste des écoles ne mentionne toujours pas le nombre de cas ou l'ampleur de la contagion dans un même établissement, ni s'il y a écloison ou non.

– Avec Daphnée Dion-Viens
et Geneviève Lajoie

Toyota
ETIQUETTES ROUGES

0.49	0.49
3.49	3.49

TOYOTA

DEUXIÈME VAGUE **Statistiques**

La COVID-19 prend d'assaut les jeunes et les régions

La première vague de COVID-19 qu'a connue le Québec a particulièrement frappé les personnes âgées et la grande région de Montréal. Mais depuis le milieu de l'été, et plus récemment la rentrée des classes, la donne a changé.

Ce sont maintenant des régions qui sont les plus affectées. Par exemple, 125 des 199 cas recensés depuis le début de la pandémie dans le Bas-Saint-Laurent ont été détectés pendant les deux dernières semaines. Et depuis le début septembre, on a dénombré presque autant de cas à Québec qu'à Montréal.

Pour ce qui est de l'âge des patients infectés, les jeunes de 10 à 19 ans représentent désormais plus de 14 % des nouveaux cas, alors que ce chiffre ne s'élevait qu'à 5 % à la fin juillet.

Notre Bureau d'enquête vous présente aujourd'hui un portrait détaillé des nouveaux cas dans chaque région, et du nombre d'écoles où des cas ont été recensés jusqu'à maintenant selon le gouvernement du Québec.

PHILIPPE LANGLOIS ET JEAN-FRANÇOIS GIBEAULT
Bureau d'enquête

LES JEUNES DE MOINS DE 20 ANS REPRÉSENTENT ACTUELLEMENT 1 CAS SUR 5

Du début de la pandémie jusqu'au 31 août, les jeunes de moins de 20 ans représentaient 5,5 % des cas de COVID-19 au Québec. Or, depuis la fin du mois d'août, ils représentent près de 20 % des nouveaux cas.

	Jusqu'au 31 août	Depuis le 31 août	Nouveaux cas depuis le 31 août
0-9 ans	3,4 %	5,5 %	170
10-19 ans	5,5 %	14,1 %	431
20-29 ans	14,5 %	23,1 %	706
30-39 ans	13,1 %	15,2 %	467
40-49 ans	14,9 %	12,8 %	391
50-59 ans	14,1 %	11,9 %	366
60-69 ans	8,6 %	6,5 %	198
70-79 ans	7,3 %	5,2 %	158
80-89 ans	10,9 %	4,5 %	137
90 ans ou plus	7,6 %	1,2 %	36



ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

7	2
190	

Il y a encore relativement peu de cas dans cette région. On en dénombre sept dans les deux dernières semaines.

OUTAOUAIS

170	14
1014	

L'une des régions où le bilan s'est assombri au cours des 14 derniers jours avec une hausse de plus de 15 % des cas. Le virus est présent dans 14 écoles de la région.

MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC

44	2
2193	

Le printemps a été difficile dans plusieurs résidences pour personnes âgées de la région. Depuis deux semaines, la situation est stable.

LAVAL

236	25
6543	

La situation demeure stable. Le virus est présent dans 25 écoles, mais ce sont des cas isolés.

LAURENTIDES

146	5
4389	

Avant même la rentrée scolaire, six enseignants ont contracté le virus et plusieurs autres ont été mis en quarantaine à la Polyvalente de Deux-Montagnes. L'éclosion a été contrôlée rapidement alors qu'on ne compte que cinq milieux scolaires avec des cas confirmés.

La région compte présentement 63 écoles avec au moins un cas de coronavirus; 16 % des Montréalais infectés depuis le 1^{er} septembre ont moins de 20 ans. À l'inverse, les 60 ans et plus représentent 8 % des cas pour la même période. Douze personnes sont infectées à l'école Herzliah, dans Côte-des-Neiges.

MONTRÉAL

708	63
30 571	

MONTÉRÉGIE

411	31
9749	

On constate une augmentation marquée avec 411 cas depuis le 1^{er} septembre. 31 écoles de la région ont été fréquentées par au moins une personne atteinte du coronavirus, ce qui en fait une des régions les plus touchées depuis le retour en classe.

NORD-DU-QUÉBEC

0	0
8	

LANAUDIÈRE

140	14
4998	

La région a vu son bilan augmenter de 140 cas au cours des 14 derniers jours. Les MRC de Joliette (37), de L'Assomption (34) et des Moulins (31) sont celles avec le plus de cas actifs en date du 14 septembre.

HORS QUÉBEC

7	0
34	

Ces régions n'ont enregistré que 3 cas depuis le début septembre.

NUNAVIK

1	0
18	

TERRES-CRIES-DE-LA-BAIE-JAMES

2	0
12	

ESTRIE

205 | 15

1472

On remarque plusieurs milieux sous surveillance. Le secteur Ascot de Sherbrooke compte 108 cas depuis un mois. Certains milieux d'éducation sont aussi sous surveillance, dont les écoles Salésien, du Phare, Deux-Soleils, Le Goéland, des Sommets ainsi que le Cégep de Sherbrooke. Depuis lundi, neuf personnes ont reçu un diagnostic positif après avoir fréquenté le resto-bar La Microdistillerie.

CHAUDIÈRE-APPALACHES

181 | 15

795

La situation relativement calme depuis mars s'est nettement détériorée au cours des deux dernières semaines. 25 résidents et 10 travailleurs de la résidence Le Crystal, à Thetford Mines, sont atteints par le virus. De plus, 15 écoles comptent au moins un étudiant porteur.

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

5 | 0

382

On observe seulement cinq cas au cours des 14 derniers jours, et aucun dans les écoles de la région. Le CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean compte toujours 29 cas actifs selon son site web.

BAS-SAINT-LAURENT

125 | 5

199

Cette région qui avait été relativement épargnée depuis le début de la pandémie est maintenant la plus durement touchée au Québec au prorata de sa population. Mercredi dernier, une douzaine de personnes ont été contaminées lors de fêtes étudiantes à La Pocatière. Des restaurants de la région ont également fermé leurs portes à la suite d'éclotions.

CÔTE-NORD

13 | 0

140

La région a vu son nombre de cas augmenter de 10 depuis jeudi. Les chiffres gouvernementaux mis à jour hier ne font état d'aucun cas dans les écoles, mais des médias ont rapporté une infection au Cégep de Baie-Comeau.

GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

8 | 0

221

La Gaspésie a été une des régions prises d'assaut par les touristes cet été. Le bilan ne s'y est pas détérioré. Seulement 8 cas se sont ajoutés depuis le début septembre et aucune école n'est touchée pour le moment.

CAPITALE-NATIONALE

531 | 32

2624

La situation est de plus en plus préoccupante dans la région de Québec; 72 cas sont directement liés à un événement tenu au bar de karaoké Le Kirouac. Le 7 septembre, une écloision était rapportée à la résidence Place Alexandra de Beauport, où 52 résidents et employés ont contracté le virus. Le 14 septembre, les autorités régionales rapportaient que plusieurs écoles de la région étaient maintenant touchées.

LÉGENDE

Région

Nombre de cas pour les 14 derniers jours

XXXXXXXX

• 000 | 00 •

○ 0000

Nombre total de cas

Nombre d'écoles avec des cas

À LA UNE COVID-19

Le ministre de l'Éducation écorché lors de la rentrée parlementaire

D'autres élus ont aussi dû défendre leur bilan devant le tir groupé des partis d'opposition

Les partis d'opposition sont tombés à bras raccourcis sur le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, pour lui reprocher son inaction face au manque de personnel dans le réseau scolaire qui force le gouvernement à faire désinfecter les toilettes par des orthopédagogues.

VINCENT LARIN
Agence QMI

« Moi, j'aimerais ça entendre le ministre, pas me faire des grands discours, mais me dire que, oui, c'est inacceptable et que, oui, il s'engage à ce qu'il n'y ait aucun orthopédagogue qui aille faire du remplacement, du ménage puis de la désinfection », a martelé la députée péquiste Véronique Hivon.

À quoi Jean-François Roberge s'est défendu en affirmant qu'il souhaitait engager davantage de professionnels en enseignements, dont 350 juste cette année.

« C'est parce qu'on croit en eux qu'on a diminué la bureaucratie, qu'on leur a libéré des centaines de milliers d'heures pour

qu'ils puissent arrêter [d'en faire] et donner davantage de services aux élèves », a-t-il lancé en déplorant avoir hérité d'une « pénurie de personnel » en raison du gouvernement libéral précédent.

« C'est drôle, hein? Il revient encore sur les années libérales et péquistes. Savez-vous il y a eu combien d'orthophonistes qui ont torché des toilettes dans les années libérales et péquistes? Zéro. Mais lui, là, il a réussi à faire ça », lui a alors répondu la porte-parole en éducation de l'opposition officielle, Marwah Rizqy.

Des orthopédagogues et autres professionnels doivent faire de la surveillance d'élèves et de la désinfection dans les écoles, plutôt que d'intervenir auprès de jeunes en difficulté, a révélé *Le Journal* lundi.

ÉVITER LE MOUVEMENT DE PERSONNEL

Par ailleurs, devant la hausse des cas de contamination dans les résidences privées pour aînées, la ministre Marguerite Blais dit travailler à ce qu'il n'y ait plus de mouvement de personnel entre les différents établisse-

ments, un vecteur de contamination lors de la première vague.

« Oui, on travaille là-dessus, mais il manque de personnel. Vous le savez, on en avait coupé par le passé. Il n'y en avait pas avant la COVID-19, il en manquait », a-t-elle déploré.

Marguerite Blais a précisé par la suite que 7100 préposés aux bénéficiaires entrent dans la dernière étape de leur formation en vue de travailler dans les CHSLD de la province d'ici la fin septembre.

DÉLAIS POUR LES RÉPONSES AUX TESTS

Compte tenu de plusieurs ratés dans le dépistage ces derniers temps, notamment le délai pour les réponses aux tests, le ministre de la Santé, Christian Dubé, a aussi eu à défendre son bilan.

« Je pense qu'il faut prendre acte qu'au cours du dernier mois seulement on est passé d'une moyenne de 12000 tests à 24000 tests, juste dans le dernier mois. [...] Il est excessivement difficile de faire tous ces tests-là et de répondre aux gens dans un temps raisonnable. C'est ce que nous travaillons », a-t-il affirmé.



RICHARD

MARTINEAU

richard.martineau@quebecormedia.com



Les joies du décrochage

Je vais vous donner un conseil qui va vous paraître bizarre, venant d'un gars qui travaille dans le monde des médias depuis 41 ans.

Prenez du temps pour vous, pendant la journée.

Retirez-vous du monde pendant une heure ou deux.

Pas de radios, pas de journaux, pas de télé ni de médias sociaux.

Tirez la plogue. Coupez les liens avec le bordel ambiant.

Vous allez voir, ça fait un bien fou.

UN MARTEAU-PIQUEUR DANS LA TÊTE

Toute la journée, on est bombardé d'informations.

Ça vient de tous bords, tous côtés.

Des points de vue qui se contredisent, des fake news, des gens qui vomissent des injures sur internet, des manifs, des contre-manifs...

Et l'autre bozo, au sud de la frontière, qui n'arrête pas de gueuler...

Comment penser calmement dans

ce bordel ?

Le monde a toujours émis un bruit de fond assourdissant.

Mais il me semble que c'est pire, depuis quelque temps.

Est-ce à cause des médias sociaux ? Toujours est-il que tout le monde est à cran.

C'est rendu que les gens ne se cachent même plus pour menacer de mort des personnalités publiques.

Ils le font à visage découvert.

Ils vomissent les pires insanités sans aucune gêne.

C'est le zoo. La jungle.

Comme si on avait un marteau-piqueur dans la cervelle.

Ta-da-da-da-da-da-da!

Ta-da-da-da-da-da-da!

Un moment donné, si tu ne décroches pas, tu deviens fou.

RÉFUGIONS-NOUS !

Il faut se trouver un refuge où s'isoler.

Pour certains, c'est la musique classique. Pour d'autres, la lecture, la marche ou le jardinage.

À chacun sa façon de décrocher.

Mais une chose est sûre, il faut le faire. Impérativement.

C'est une question de santé publique.

Sinon, on va tous finir par péter un plomb et se sauter dans la face.

Moi, je suis un news junkie. J'adore les médias, ce n'est pas seulement mon pain et mon beurre, c'est ma passion.

Mais un moment donné, faut appuyer sur le bouton Pause, sinon tous les mots qu'on entend finissent par se mélanger et on ne comprend plus rien.

Faut laisser tout ça décanter.

Comme un gâteau qu'on laisse reposer sur le comptoir après l'avoir sorti du four.

Je ne suis pas pédagogue, mais si j'étais le ministre de l'Éducation, j'imposerais une période de repos à l'école.

Le cinéaste David Lynch dit qu'on devrait enseigner la méditation aux enfants. L'écrivain Emmanuel Carrère, le yoga.

Pourquoi pas ?

Autant il faut apprendre à nos enfants à ne pas avoir peur de se jeter dans le monde tête première, autant il faut leur apprendre à se retirer.

À cultiver leur jardin intérieur.

À découvrir les beautés du silence.

À reconnecter avec leur moi profond.

Ça a l'air quêtaine, je le sais, mais c'est vrai.

VIVE BOB ROSS

Connaissez-vous Bob Ross ? Il donnait des cours de peinture au réseau PBS dans les années 80.

Bob Ross est mort en 1995, mais il est revenu à la mode.

Pourquoi ? Il parlait len-te-ment. En chuchotant. Vous l'écoutez parler, et les battements de votre cœur ralentissent.

Votre cerveau se met à « Off ».

C'est le meilleur antidépresseur jamais inventé.

Essayez-le sur YouTube, vous m'en donnerez des nouvelles...



OPINIONS



Syndicaliste, chroniqueur

Les enfants ne meurent pas

Les enfants vulnérables laissés en plan dans nos écoles ne meurent pas. On les condamne cependant à une vie misérable!

La décision administrative du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) d'affecter les orthopédagogues dans les classes ordinaires pour pallier la pénurie d'enseignants augmentera irrémédiablement la vulnérabilité de plusieurs élèves et entraînera une plus grande croissance des inégalités.

Malheureusement, ce n'est pas la campagne publicitaire rose bonbon du gouvernement pour attirer du personnel dans le monde de l'éducation qui permettra de redresser la situation, tant à court qu'à moyen terme.

**LIGUE NATIONALE
D'IMPROVISATION**

L'improvisation du ministre de l'Éducation et de ses collaborateurs pour faire face à la pandémie a pris l'air de plans foireux depuis le printemps et la présente rentrée scolaire ne semble pas vouloir y échapper.

Le ministre s'est réveillé à une semaine du retour du personnel dans les écoles pour essaïmer quelques millions qui devaient contribuer au rattrapage scolaire sans même qu'il énonce quelques priorités.

Des millions pour des ressources supplémentaires, alors que les ressources essentielles ne sont pas au rendez-vous.

La décision du CSSDM révèle l'échec de ses stratégies d'attraction et de maintien du personnel dans ses écoles. Pire, elle illustre la démission d'une administration dans le sauve-

tage des enfants les plus à risque!

Malheureusement, il y a fort à parier que c'est le cas dans plusieurs régions du Québec.

LA VIE IDYLLIQUE

Dans l'urgence, on prend tout ce qui nous tombe sous la main pour éteindre le feu; il ne faudrait toutefois pas croire que tout ce qu'on ramasse est adéquat.

La campagne publicitaire gouvernementale pour recruter du personnel en éducation créera probablement les mêmes déceptions que celles entendues ces jours-ci au regard de préposés aux bénéficiaires.

L'enseignement s'avère une profession complexe qui n'est pas à la portée de tous. Il faut arrêter de faire rêver et le dire!



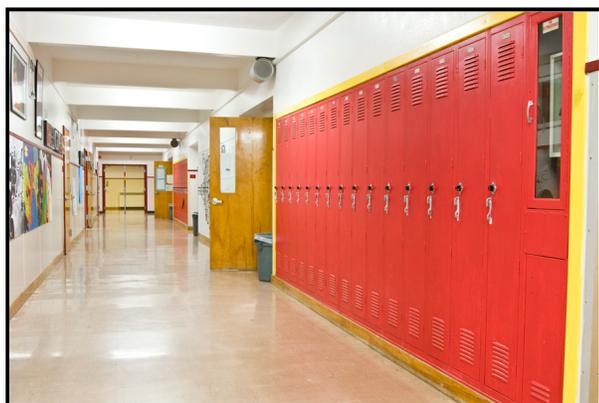
ALERTE DÉCRETS



ACCUEIL CATÉGORIES
MESSAGES DU GOUV.
INFO / ABONNEMENT
INSCRIPTION

[Retour](#)

Article du [mercredi 16 septembre 2020](#)



PROFESSIONNELS DANS LES ÉCOLES

Pas idéal de faire du ménage, admet le ministre

Paru le [mercredi 16 septembre 2020](#) | [Catégorie](#): Éducation, Loisir & Sport LAG

(LCP) Dans les écoles, « c'est certain qu'on ne veut pas que nos

orthopédagogues, orthophonistes, psychologues passent leur temps à faire du nettoyage et de la désinfection. C'est certain », a déclaré le ministre de l'Éducation, hier.

« On veut embaucher davantage de gens qui font de l'entretien pour que ces gens-là fassent le mieux ce qu'ils font, c'est-à-dire prendre soin des élèves vulnérables », a promis Jean-François Roberge.

La veille, la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec publiait un communiqué pour dénoncer les directions d'école dans différentes régions qui imposent aux professionnels des heures de surveillance et de désinfection.

Outrée, l'opposition libérale et péquiste a interrogé le ministre à ce propos lors de la première période de questions de la saison parlementaire.

« C'est rendu que les orthophonistes s'en vont nettoyer, là, les cuvettes de toilettes au Québec. Ça, là, c'est la priorité du gouvernement, l'éducation? », a soulevé la porte-parole du PLQ en matière d'éducation, Marwah Rizqy.

« Est-ce qu'on doit rappeler au ministre qu'il n'a pas ajouté de l'argent supplémentaire pour nettoyer les écoles au niveau sanitaire? Est-ce qu'on doit rappeler au ministre que, pendant des mois, il n'y a pas eu de pénurie de personnel dans le réseau de l'éducation? Aujourd'hui, là, les ressources additionnelles, elles font quoi? Elles font quoi? Elles nettoient des toilettes. »

Pour sa part, la porte-parole du PQ en matière d'éducation, Véronique Hivon, se dit scandalisée. « Moi, j'aimerais ça entendre aujourd'hui le ministre, pas me faire des grands discours, mais me dire que, oui, c'est inacceptable et que, oui, il s'engage à ce qu'il n'y ait aucun orthopédagogue qui aille faire du remplacement, du ménage puis de la désinfection. »



COVID-19 : 4 régions du Québec passeraient au palier de « préalerte »



Le premier ministre du Québec, François Legault, suivi du ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, et du directeur national de santé publique, Horacio Arruda.

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / JACQUES BOISSINOT

Radio-Canada

Publié à 1 h 45

À moins d'un changement de dernière minute, Montréal, la Montérégie, le Bas-Saint-Laurent et Chaudière-Appalaches devraient passer au palier de « préalerte » aujourd'hui.

Les régions de Québec, de l'Estrie, de l'Outaouais et de Laval restent classées jaunes, selon des informations obtenues par Radio-Canada.

Québec et le Bas-Saint-Laurent seront surveillés de près, ajoute-t-on. Selon l'évolution de la situation, elles pourraient devenir orange plus tard cette semaine.

On apprenait lundi que le Bas-Saint-Laurent avait le taux de transmission du nouveau coronavirus le plus élevé de la province.

Du côté de la région de Québec, un troisième bar est touché par une éclosion.

Le premier ministre François Legault tiendra une conférence de presse à 13 h au sujet de la pandémie. Il sera accompagné du ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, et du directeur national de santé publique, Horacio Arruda.

La semaine dernière, M. Dubé, avait rendu public un nouveau système d'alertes régionales à quatre paliers en vue d'une seconde vague de la COVID-19.

d'inspections peuvent être réalisées et un plus grand contrôle de l'achalandage peut être fait dans certains lieux de manière à faciliter la distanciation physique ».

Les régions en préalerte (jaune) passeraient aux deux derniers paliers, soit orange (alerte modérée) ou rouge (alerte maximale) si la situation y empire.

Quand une région est classée orange, des mesures intermédiaires peuvent inclure davantage de restrictions, d'interdictions, voire de fermetures de façon sélective.

Lorsque des régions passeront au rouge, certaines activités y seront restreintes, sinon interrompues.

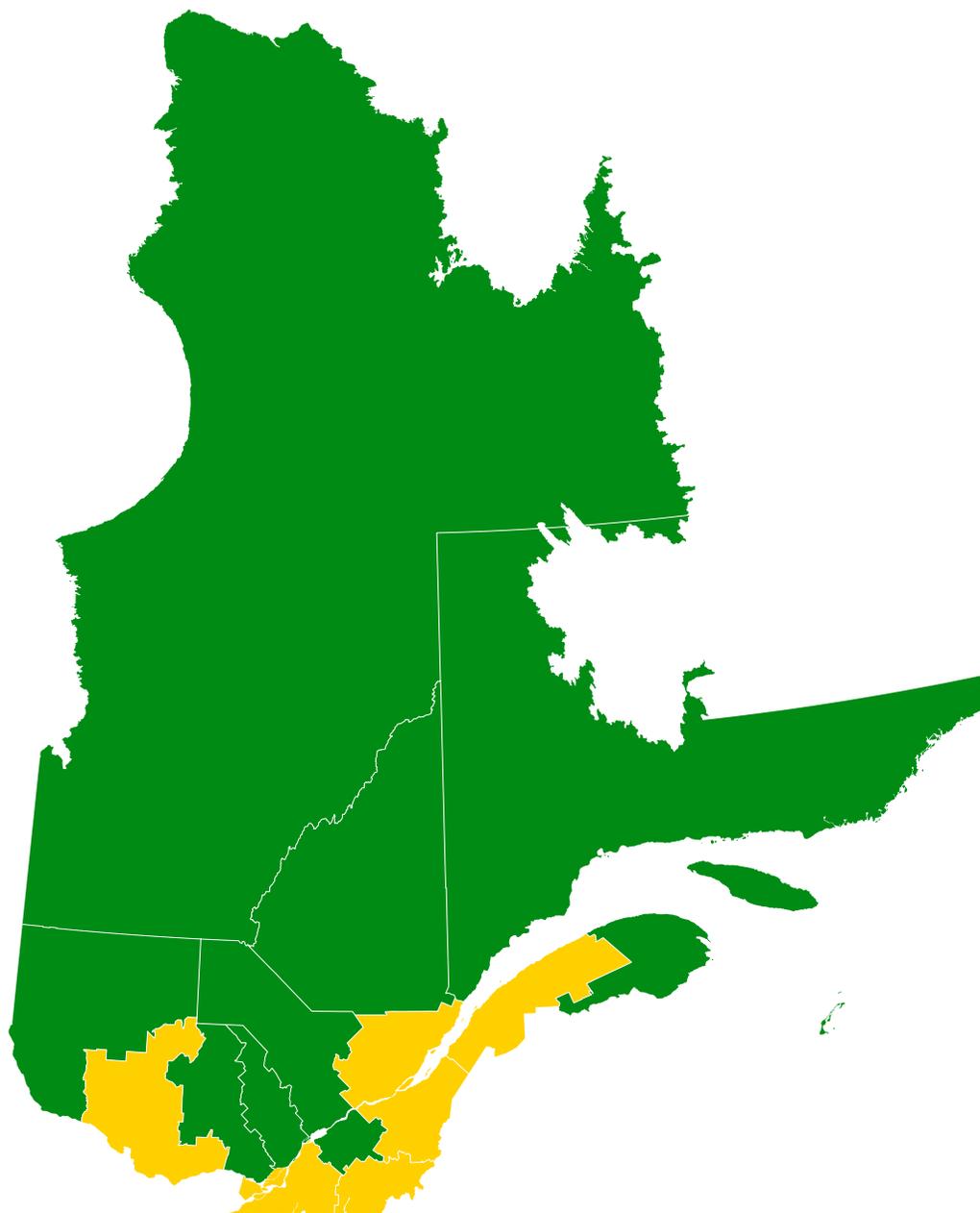
Le choix du palier pour chaque région est revu chaque semaine en fonction de trois critères, soit la situation épidémiologique dans la région, le contrôle de la transmission et la capacité du système de soins.

Avec les informations de Sébastien Bovet

Pandémie de COVID-19 : la situation dans chaque région

Cliquez sur une région pour connaître le nombre de nouveaux cas et le nombre total de cas et de décès.

Le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James sont au palier 1 - Vigilance



Palier 2 – Préalerte +

Palier 1 – Vigilance –

Source: [Cliquez ici pour obtenir la définition de chaque palier d'alerte et d'intervention](#) •
Données cartographiques: [gouvernement du Québec](#)



Le premier palier est symbolisé par la couleur verte. Ce qui signifie que la région est en état de vigilance. Dans ce cas, seules les mesures de base sont requises de la part des citoyens : distanciation physique, lavage des mains, port du masque, etc.

Le deuxième palier, celui de « préalerte », est identifié par la couleur jaune. Dans ce cas, les mesures sont renforcées. Le ministère de la Santé et des Services sociaux indique que « davantage

Nouveaux préposés en CHSLD

Ce sera 26 \$ l'heure, promet François Legault

PATRICK BELLEROSE
Bureau parlementaire

Les nouveaux préposés en CHSLD seront payés 26 \$ l'heure, soit 49 000 \$ par année, réitère François Legault, devant l'inquiétude de plusieurs finissants qui avaient répondu à son appel au printemps dernier.



FRANÇOIS LEGAULT
Premier ministre

« Je veux être très clair : les 10 000 nouveaux préposés vont gagner 49 000 \$ », a déclaré le premier ministre en conférence de presse à Québec hier.

Le Journal a rapporté les inquiétudes de plusieurs nouveaux préposés qui viennent de terminer leur formation accélérée afin de

combler la pénurie de main-d'œuvre en CHSLD ayant contribué au bilan désastreux du Québec au début de la pandémie. Or, ces finissants ont dû signer des avis d'engagement au salaire de 20,55 \$ l'heure au cours des derniers jours.

CONVENTION COLLECTIVE

Comme il l'avait fait au courant de l'été, M. Legault a expliqué que le taux horaire de 26 \$ l'heure tient compte, pour le moment, des différentes primes octroyées dans le contexte de la pandémie. Québec est toujours en négociation pour renouveler la convention collective des employés de l'État, ce qui inclut les préposés en CHSLD.

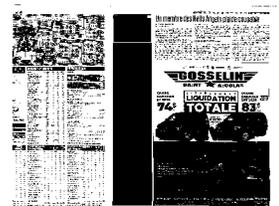
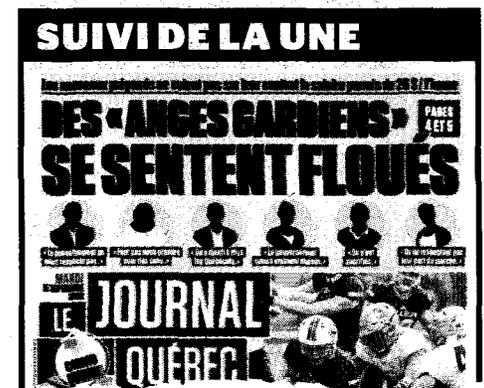
« Pour l'instant, pour gagner 26 \$ l'heure ou 49 000 \$ par année, il faut tenir compte, à court terme, des primes qu'on leur verse, a expliqué François Legault. On est en négociation avec les syndicats. Ce qu'on

souhaite, c'est que, le plus rapidement possible, dans la convention collective, avant les primes, ces personnes-là gagnent 26 \$ l'heure ou 49 000 \$ par année. »

Les primes, a-t-il assuré, demeureront en place jusqu'à ce que le taux horaire soit ajusté dans la convention collective.

7000 PRÉPOSÉS

Alors qu'environ 10 000 personnes étaient inscrites à la formation accélérée au début de l'été, quelque 7000 étudiants ont finalement complété leurs cours, les autres ayant abandonné en cours de route. Une autre cohorte doit débuter cet automne.



leSoleil

COVID-19: dépistage massif dans une école de Québec

ÉLISABETH FLEURY
LE SOLEIL

La Capitale-Nationale enregistrait encore mardi 60 nouveaux cas de COVID-19 et déplorait deux nouveaux décès. Une éclosion a par ailleurs été signalée dans une troisième école de Québec, forçant une première opération de dépistage massif qui aura lieu dès mercredi matin.

Au cours des derniers jours, cinq cas de COVID-19 (trois membres du personnel et deux élèves) ont été recensés à l'école primaire Sans-Frontière, dans le secteur Vanier. Selon la porte-parole du Centre de services scolaire de la Capitale, Véronique Gingras, «il y avait trois cas de confirmés le 11 septembre, puis deux cas se sont ajoutés hier [lundi]».

Deux classes d'élèves et plusieurs membres du personnel - Mme Gingras n'était pas en mesure de préciser le nombre exact, mardi - sont actuellement en isolement préventif.

Cet isolement a évidemment un impact «que nous tentons de régler rapidement en ayant recours à nos banques de suppléance pour assurer le remplacement», indique la porte-parole du Centre de services scolaire de la Capitale.

Par mesure préventive, et bien que le risque de transmission soit considéré faible, le CIUSSS de la Capitale-Nationale déploiera mercredi matin une première clinique mobile afin de dépister l'ensemble des élèves et du personnel de l'école.

Cette école est la troisième de Québec à être aux prises avec une éclosion, après Dominique-Savio (huit cas) et la Grande-Hermine (trois cas), dans Limoilou.

Depuis le début de la rentrée scolaire, une vingtaine d'écoles de la Capitale-Nationale ont été ciblées par des mesures d'isolement après la découverte d'au moins un cas de COVID.

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale a toutefois annoncé mardi la levée des mesures d'isolement à l'école primaire du Cap-Soleil, dans Charlesbourg. Une cinquantaine d'élèves pourront donc retourner à l'école dès mercredi matin.

Quatre autres écoles dont les élèves étaient considérés des contacts à risque faible et suivaient leurs symptômes jusqu'à mardi ne sont par ailleurs plus sous surveillance. Il s'agit de l'école Saint-Malo, dans Saint-Sauveur, Saint-Claude, dans Montchâtel, du Beau-Séjour, dans Saint-Émile, et de l'école secondaire Boudreau, dans Vanier.

Selon une porte-parole du CIUSSS, Annie Ouellet, «ça montre que les mesures de surveillance ou d'isolement et le dépistage préventif ont fonctionné parce qu'il n'y a pas eu de transmission au sein de ces écoles-là».

Du côté des bars, le CIUSSS de la Capitale-Nationale faisait état mardi de deux nouveaux cas de COVID-19 liés à l'éclosion du Pub X, situé sur le chemin Sainte-Foy, près de l'Université Laval. Cela porte à sept le nombre de cas cumulés jusqu'à maintenant dans cet établissement.

La situation est restée stable au bar Kirouac, dans Saint-Sauveur, et à la microbrasserie La Souche, dans Limoilou, qui comptaient toujours mardi 72 et 19 cas cumulés respectivement.

Deux décès à Place Alexandra

Les deux décès signalés au cours des dernières 24 heures sont survenus à la résidence pour aînés (RPA) Place Alexandra, où on comptait toujours mardi un total de 40 résidents et 12 employés infectés.

La RPA Kirouac, dans Saint-Sauveur, enregistrait mardi un nouveau cas chez les résidents, qui sont maintenant 14 à avoir contracté le virus (moins de cinq cas chez les employés).

La résidence Humanitae, qui n'avait des cas que chez ses employés, lundi, comptait mardi quatre contaminations du côté de ses résidents (cinq chez les employés).

La situation est restée stable à la résidence intermédiaire privée Clairière du Boisé (six usagers et moins de cinq employés infectés) et au CHLSD Louis Hébert (un usager et moins de cinq employés contaminés).

Dépistage et résultats

Devant les nombreuses critiques sur les délais dans la transmission des résultats de dépistage, le CIUSSS de la Capitale-Nationale a tenu à rappeler mardi que «les résultats positifs sont généralement donnés par la santé publique dans les heures suivant l'arrivée du résultat des laboratoires, soit en moins de 24 heures».

«Pour ce qui est des résultats négatifs, cela varie en fonction d'une priorisation établie et de l'achalandage. Par exemple, si une personne a des symptômes importants comme la perte de goût et de la fièvre et vit en hébergement, elle sera priorisée par rapport à la personne avec le nez qui coule ou celle qui n'a aucun symptôme mais qui vient de façon préventive se faire tester comme cas contact», explique le CIUSSS.

L'établissement assure par ailleurs qu'il accentuera le recours à la diffusion des résultats négatifs par message texte, «de façon à accélérer le processus».

Le CIUSSS dit avoir observé depuis une semaine une augmentation de plus de 30% du volume régulier dans ses cliniques de dépistage. Il signale qu'«en plus d'augmenter le nombre de ressources pour dépister et enquêter, et d'ajouter des cliniques de dépistage sur le territoire, de nouvelles ententes pour augmenter la capacité des laboratoires permettront d'analyser plus de prélèvements». La capacité d'analyse de la région passera donc bientôt de 1900 tests par jour à plus de 3000, calcule l'établissement.

En plus des 60 nouvelles contaminations et des deux nouveaux décès, le bilan de mardi du CIUSSS faisait état de 25 hospitalisations, soit deux de plus que la veille. Parmi ces personnes hospitalisées, cinq se trouvent aux soins intensifs (+1).

«Le nombre de nouveaux cas encore élevé pour notre région est préoccupant. Si on veut passer un automne et un hiver agréables, il faut changer nos façons de faire dès aujourd'hui: limiter nos regroupements et appliquer les mesures sanitaires de façon plus rigoureuse», a réitéré dans son communiqué quotidien le directeur de santé publique de la Capitale-Nationale par intérim, le Dr Jacques Girard.

EN BREF

Capitale-Nationale

- + 60 nouveaux cas, pour un total de 2624 depuis le début de la pandémie
- 1890 personnes rétablies
- 199 personnes décédées
- 25 personnes hospitalisées, dont cinq aux soins intensifs
- 535 cas (confirmés) actifs



Analyse **Menace de reconfinement : mais où sont les bottines?**



François Legault fait le point sur la pandémie au Québec.

PHOTO : RADIO-CANADA / SYLVAIN ROY ROUSSEL



Michel C. Auger

Publié à 6 h 40

La situation est grave. Le ton est solennel, le lieu et l'heure sont choisis pour rappeler les heures les plus sombres de la crise de ce printemps. Le gouvernement sent qu'il doit faire un geste fort : après tout, il n'est pas impossible qu'on doive imposer un nouveau confinement.

Le premier ministre annonce qu'on doit ajouter quatre régions à la zone jaune et que deux d'entre elles sont proches de la zone orange, le troisième échelon sur une échelle de quatre. Le directeur de la santé publique affirme que, dans une telle épidémie, la deuxième vague est souvent pire que la première.

Puis, le ministre de la Santé annonce que les bars ne pourront plus servir de nourriture après minuit. Fini les McCroquettes aux petites heures... Et le masque deviendra obligatoire dans les espaces communs des résidences de personnes âgées. Merci, ce sera tout.

Le message est fort, comme il devrait l'être, mais les actions sont extrêmement timides. Il y a un problème de cohérence et cela mine nécessairement l'efficacité du message.

En politique, il est essentiel qu'un message important soit suivi d'actions concrètes. Il faut, comme on dit familièrement, que les bottines suivent les babines. Le problème du gouvernement Legault, actuellement, c'est qu'il manque désespérément de bottines.

Les rassemblements privés

On comprend facilement toute la difficulté dans laquelle se trouve le gouvernement. Il a clairement identifié quel est son principal ennemi dans cette épidémie qui prépare son deuxième assaut : les rassemblements privés. Les partys, quoi.

On l'a vu dans le Bas-du-Fleuve au cours des derniers jours avec les étudiants qui ont fini par faire fermer temporairement leur cégep. On le voit aussi dans des restaurants ou des bars un peu partout sur le territoire. On le sait. Des régions entières qui ont passé le printemps à regarder le virus de loin le voient maintenant débarquer chez eux.

Sauf que le gouvernement a bien peu d'outils pour intervenir sur ces réceptions privées : les policiers ne peuvent pas intervenir dans une maison privée à moins d'avoir obtenu un mandat signé par un juge. On ne peut pas surveiller tous les bars et tous les restaurants du Québec.

Sauf que ce n'est pas en interdisant aux bars de servir de la nourriture après minuit qu'on fait un geste fort, qui va non seulement marquer les esprits, mais aussi contribuer quand même un peu à freiner la propagation du virus.

Pour les bars et les restaurants, on aurait pu, par exemple, s'inspirer des mesures imposées par la Colombie-Britannique il y a une dizaine de jours : la vente d'alcool se termine à 22 h et tout le monde ferme à 23 h, sauf là où on sert des repas toute la nuit. On doit aussi baisser le volume de la musique ou de la télé pour que les gens n'aient pas à parler plus fort ou à se rapprocher pour entendre.

Ce n'est évidemment pas la panacée, mais ce sont des mesures qui ont une incidence directe sur la propagation du virus. Des mesures qui combattent directement un des problèmes au lieu d'intervenir sur un autre tableau.

Le dépistage

De même, ça fait six mois que l'on nous répète que le nerf de la guerre, c'est le dépistage, et force est de constater que notre système de santé n'est toujours pas capable de répondre à la demande dans des délais raisonnables.

Encore une fois, on comprend que le gouvernement a hérité d'un système de santé qui était déjà à bout de souffle, en raison d'une pénurie de personnel dans pratiquement tous les domaines. Mais

on perd de la crédibilité chaque fois qu'on implore les gens d'aller se faire tester et qu'ils doivent attendre cinq heures avant de se faire dire de revenir le lendemain.

Le principal danger pour le gouvernement Legault dans cette matière, c'est qu'il ne soit perçu que comme capable de hausser le ton, mais sans jamais serrer la vis. Les babines et les bottines...

La semaine dernière, le 10 septembre, M. Legault annonçait que la police allait sévir contre ceux qui refusent de porter le masque à l'intérieur dans les lieux publics. Fort bien, sauf qu'il disait dans la même conférence de presse que le problème principal ce sont les rassemblements privés, pas quelqu'un qui refuse de porter un masque à l'épicerie.

Résultat, six jours après cette annonce, le premier ministre doit convoquer une nouvelle conférence de presse pour dire encore une fois que la situation est grave et qu'il demande à tous les Québécois de faire preuve de solidarité. Et de se passer de McCroquettes après minuit...

Michel C. Auger



Sous le signe de la pandémie



Robert Dutrisac

16 septembre 2020 **Éditorial**
Éditoriaux

Tandis que la contagion à la COVID-19 connaît une recrudescence inquiétante, le gouvernement Legault n'a pas de plan de match très précis pour la session parlementaire qui s'est amorcée mardi. Il naviguera à vue.

Lors de la conférence de presse qui a précédé la période de questions à l'Assemblée nationale, François Legault (<https://www.ledevoir.com/francois-legault>), flanqué du ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, et du directeur national de santé publique, Horacio Arruda, a annoncé que quatre régions passaient de zone verte à jaune, le stade de préalerte, soit Montréal, la Montérégie, Chaudière-Appalaches et le Bas-Saint-Laurent, ce qui s'ajoute aux quatre régions déjà visées par cet avertissement depuis une semaine, soit Québec, l'Estrie, Laval et l'Outaouais. C'est 75 % de la population du Québec qui se retrouve dans une zone jaune.

Le premier ministre, qui s'est dit « très inquiet », a parlé d'une « situation critique ». Le ministre Dubé en a rajouté en précisant que certaines régions étaient « très proches » de la zone orange. Dans cette zone orange, au-delà d'un appel à la bonne volonté de la population, des contraintes s'imposeraient, comme la fermeture des bars et la réduction de 10 à 6 du nombre de personnes pouvant se réunir dans un rassemblement privé. Ce sont d'ailleurs ces *partys* privés, source d'une propagation difficile à contenir, qui représentent le problème le plus épineux pour la santé publique.

PUBLICITÉ



C'est dans ce contexte que s'est ouverte la session d'automne à l'Assemblée nationale, avec un nombre restreint d'élus présents en même temps au Salon bleu, selon une formule similaire à celle qui a eu cours brièvement au printemps.

À l'échelle du Québec, le nombre de cas de COVID-19 avoisinait les 300 mardi, un niveau qui peut apparaître relativement faible mais qui taxe un système de santé fragilisé. Des infirmières ont dû cesser de prodiguer des soins à l'hôpital afin de se joindre aux efforts de dépistage. Le ministre Dubé a reconnu qu'il ne pouvait dire à quel moment les activités dans les hôpitaux, touchant les chirurgies

notamment, pourraient revenir à la normale. Déjà, 90 000 interventions chirurgicales sont en attente, ce qui représente le cinquième du volume annuel habituel. Dans les circonstances, mettre en œuvre un plan pour reprendre le temps perdu est hors de portée.

Ce n'est pas pour simplifier les choses : le gouvernement est plongé cet automne dans des négociations visant le renouvellement des conventions collectives avec les employés de l'État. Ce n'est pas une situation propice pour demander à des infirmières déjà surmenées de faire du zèle.

Les grandes annonces attendront. Si la pandémie s'aggrave, avant même une deuxième vague qui pourrait survenir plus tard cet hiver, le gouvernement en aura plein les bras à gérer un reconfinement, même limité. On note que la population est moins attentive : les conférences de presse rituelles n'ont plus le même impact et les immenses cotes d'écoute que recueillaient les rendez-vous quotidiens avec le premier ministre, sa ministre de la Santé et le directeur de santé publique sont chose du passé.

Durant la session, le gouvernement Legault présentera son nouveau projet de loi en remplacement du projet de loi 61 décrié qui lui donnait carte blanche pour accélérer les projets d'infrastructures. Ce ne sera pas pour cette semaine.

De même, le ministre de l'Économie et de l'Innovation, Pierre Fitzgibbon, entend dévoiler un plan de relance économique destiné plus particulièrement aux PME. Dans la foulée, le gouvernement souhaite frapper un grand coup avec un plan de « relance verte » s'appuyant principalement sur l'électrification des transports. Ces plans de relance, qui impliquent un accroissement de l'activité économique, ne sont guère compatibles avec une pandémie qui n'est pas encore maîtrisée et dont les menaces demeurent préoccupantes.

Opiniâtre, le ministre de la Justice et ministre responsable de la langue française, Simon Jolin-Barrette, est prêt à présenter sa réforme, qu'il dit ambitieuse, de la Charte de la langue française et d'autres mesures destinées à renforcer le français comme langue commune au Québec. Il devra continuer à ronger son frein : ce sera pour plus tard cet automne, dans le meilleur des cas.

Compte tenu de l'incertitude dans laquelle nous plonge ce damné virus, on ne peut reprocher au gouvernement Legault de se consacrer à l'exigeante intendance qu'il doit assurer. On peut comprendre que son principal défi pour l'heure, c'est de contrer la pandémie et surtout d'éviter que le système de santé, déjà fragile, ne défaille. Espérons toutefois que les circonstances lui permettront sous peu d'orchestrer l'essentielle relance dont le Québec ne peut se passer.

VOS RECOMMANDATIONS

- 1** Quatre nouvelles régions passent au jaune au Québec
 - 2** Choisir une société laïque
 - 3** Un «désastre environnemental» à Kanesatake
 - 4** Plus de 280 cas dans les écoles du Québec
 - 5** Le nombre de cas de COVID-19 continue de croître à Montréal
-



Société

Les professionnelles de la santé n'entendent plus « travailler à se rendre malade »



Des membres de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) ont dénoncé leur conditions de travail difficiles devant le Parlement.

PHOTO : RADIO-CANADA

Radio-Canada

2020-09-15 | Mis à jour hier à 12 h 05

En négociations avec Québec pour le renouvellement de leur convention collective, des membres de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) ont tenu une action symbolique devant le Parlement à Québec, mardi.

Ces infirmières et professionnelles des soins de santé voulaient ainsi dénoncer leurs conditions de travail, lesquelles, déjà difficiles, se sont détériorées pendant la pandémie, disent-elles.

Filmées par un drone, les manifestantes ont soulevé des panneaux, qui, du haut des airs, formaient la phrase : « on tient le réseau à bout de bras, travailler à se rendre malade, c'est terminé ».

Salaire et conditions de travail sont donc en jeu dans cette négociation, et les propositions gouvernementales n'ont pas encore été jugées suffisantes. Québec propose une hausse salariale de 5 % sur trois ans.

Parallèlement à cette action, la FIQ lançait mardi une campagne publicitaire avec le slogan : « les soins de santé sont à l'agonie, nous sommes la solution ».

Nancy Bédard, présidente de la FIQ, qui représente 76 000 infirmières, infirmières auxiliaires et autres professionnelles en soins, se dit consciente du poids de son slogan, encore plus dans le contexte de la pandémie de coronavirus.

« Ce n'est pas un slogan, c'est la réalité, soutient-elle. Il faut arrêter de dire que tout va pas si pire. »

Mme Bédard croit que la solution passe par une amélioration des conditions d'exercice et de salaire de ses membres correspondant à la reconnaissance de leur importance dans le système de santé, par des ratios infirmière-patients sécuritaires et par des équipes de travail complètes et stables.

« Quand tu n'as que la moitié des infirmières, infirmières auxiliaires que tu es censé avoir... Quand tu leur demandes de faire 16 heures en ligne, trois jours en ligne... C'est ça la réalité. Je n'ai plus de mots pour dire à quel point le système de santé est fragilisé », a lancé Mme Bédard.

Loin de s'améliorer, le phénomène d'épuisement des infirmières s'est aggravé avec les arrêtés ministériels qui ont permis de limiter les vacances cet été et d'imposer des transferts de personnel, argue-t-elle.

« C'est pire que pire avec les arrêtés ministériels. Les professionnelles en soins sont découragées, démissionnent, partent en invalidité. Elles n'ont plus de jus », rapporte la dirigeante syndicale.

Le gouvernement Legault a tout de même admis que le manque de personnel dans les CHSLD avait été un des éléments clés de la crise qui y a sévi le printemps dernier. Et il a adopté des mesures exceptionnelles pour former des milliers de préposés aux bénéficiaires avec une rapidité inégalée.

De plus, le gouvernement a demandé à ses institutions de limiter les mouvements de personnel au plus fort de la crise. Il a aussi octroyé des primes aux travailleurs qui affrontaient le coronavirus, dont les infirmières.

Interrogée à ce sujet, Mme Bédard admet que l'ajout de préposés aux bénéficiaires, « ça vient soutenir l'équipe de soins en CHSLD ». Mais cela ne suffira pas, assure-t-elle. Elle cite le cas de l'unité des soins intensifs de l'Hôpital de Gatineau, qui a dû suspendre ses activités la fin de semaine dernière faute d'infirmières.

Mme Bédard souligne que « si les infirmières s'en tenaient à leur horaire de travail, au contrat qu'elles ont signé avec leur employeur, à leur poste, si elles ne faisaient que donner ce qu'elles ont

convenu de donner dans leur contrat avec leur employeur, la moitié du Québec fermerait dans les établissements de santé ».

À lire aussi :

- Épuisement des infirmières : la FIQ réclame l'ajout de 8000 postes
- Les professionnels en soins ont besoin d'aide, prévient la présidente de la FIQ

Avec les informations de La Presse canadienne

leSoleil

COVID-19: 16 nouveaux cas et un décès dans Chaudière-Appalaches

ÉLISABETH FLEURY
LE SOLEIL

La région de Chaudière-Appalaches, qui vient de passer en mode «préalerte», ou au jaune, enregistrerait mardi 16 nouveaux cas de COVID-19 et un nouveau décès. La directrice de santé publique de la région, la Dre Liliana Romero, pointe du doigt «les rassemblements privés, les bars et les fêtes de famille». Un relâchement qui a un impact direct sur les milieux d'hébergement pour aînés, déplore-t-elle.

«Le virus entre dans les milieux de vie parce qu'il circule dans la communauté, où on voit un relâchement des mesures» dans les milieux de travail et la population en général, dit en entrevue au Soleil la Dre Romero, qui vit de l'inquiétude depuis deux semaines devant l'augmentation des cas de COVID-19 dans sa région.

La semaine dernière, 106 nouveaux cas y ont été recensés, pour une moyenne de 15 cas par jour. Lundi, le CISSS de Chaudière-Appalaches faisait état de 32 nouveaux cas en 24 heures et de deux hospitalisations, soit une de plus que vendredi. Mardi, il annonçait 16 nouveaux cas et le décès d'une personne qui résidait aux Jardins Saint-Alphonse, le seul cas de COVID-19 signalé dans cette résidence privée pour aînés de Thetford Mines.

«De façon évidente, il fallait changer de pallier [passer du vert au jaune]. Il faut réajuster les choses et on va travailler très fort pour y arriver», assure la directrice de santé publique de Chaudière-Appalaches.

Le CISSS de Chaudière-Appalaches a d'ailleurs diffusé un communiqué mardi après-midi pour expliquer les mesures qui seront mises en place avec le passage de la région en mode «préalerte», qui s'explique par un nombre de cas plus élevé que la normale et des éclosions plus importantes, notamment dans des milieux d'hébergement pour aînés.

Mesures mises en place

Parmi les mesures qui seront mises en place : augmentation des inspections dans les milieux de vie, maintien de l'accès sécuritaire à ces milieux et triage des visiteurs afin de s'assurer qu'aucun ne présente de symptômes d'infection respiratoire. «Aucun visiteur symptomatique n'est admis dans les milieux de vie. Les visiteurs doivent porter un masque de procédure en tout temps pendant la visite», précise le CISSS.

La surveillance des milieux de travail sera également rehaussée par des inspections «pour vérifier le respect des mesures et pour apporter des correctifs au besoin». «Le recours accru au télétravail, lorsque possible, est encouragé», mentionne-t-on.

La Dre Liliana Romero a par ailleurs indiqué au Soleil vouloir faire davantage de dépistage et augmenter la capacité de la région à 1000 tests par jour (elle est actuellement à 700). Comme d'autres régions toutefois, elle est en attente «d'appareils et de réactifs pour augmenter la capacité analytique de notre laboratoire», des commandes gérées par le ministère de la Santé.

Le CISSS de Chaudière-Appalaches annoncera également cette semaine l'ouverture d'une nouvelle clinique de dépistage dans le secteur de Lévis. «On veut aussi augmenter le nombre de personnes affectées au dépistage. J'ai mobilisé les hygiénistes dentaires, qui seront 17 à se joindre aux équipes de dépistage à partir de la semaine prochaine», mentionne la Dre Romero.

La coiffeuse

En conférence de presse, mardi, le ministre de la Santé, Christian Dubé, a affirmé que la coiffeuse qui aurait fait entrer la COVID-19 dans trois milieux d'hébergement pour aînés de Thetford Mines avait visité six établissements.

Selon lui, cette coiffeuse, «qui savait qu'elle était contagieuse», aurait coiffé 15 personnes. «C'est inacceptable», a-t-il dit.

En entrevue, la Dre Romero s'est montrée beaucoup plus prudente et nuancée, affirmant que plusieurs hypothèses pouvaient expliquer la contamination de milieux d'hébergement pour aînés dans Chaudière-Appalaches, dont celle de la coiffeuse. «Je n'ai pas la même information [que le ministre]», notamment sur le fait que la coiffeuse se savait contagieuse, a-t-elle dit.

Plus tard, une porte-parole du CISSS de Chaudière-Appalaches, Maryse Rodrigue, a fait parvenir aux médias un courriel dans lequel elle rappelle qu'une enquête épidémiologique «repose toujours sur les dires des gens» et qu'«il y a toujours une part de subjectivité chez la personne enquêtée».

«L'objectif des enquêtes n'est pas de blâmer la personne ayant reçu un résultat positif, mais bien de circonscrire le plus rapidement possible la transmission de la COVID-19. Si les personnes enquêtées ont peur d'être identifiées, elles risquent de cacher de l'information primordiale à l'enquête», souligne Mme Rodrigue avant de nous inviter «à respecter la confidentialité des enquêtes et à ne pas briser la réputation d'un individu impliqué dans une situation».

Selon la porte-parole du CISSS, «dans la situation à Thetford, la coiffeuse n'avait pas de symptômes au moment où elle a coiffé ces gens et elle n'avait pas passé encore de test évidemment, ne sachant pas qu'elle avait attrapé le virus, malheureusement».

Vers 16h, le ministre Dubé a fait cette mise au point sur Twitter: «J'ai dit qu'une coiffeuse a offert des services en RPA sachant qu'elle était atteinte de la COVID-19. Or on m'indique qu'elle était contagieuse, sans le savoir. Mon message reste clair: chaque individu a sa part de responsabilité et doit respecter les mesures.»

Le bilan de mardi du CISSS faisait état de deux nouveaux cas à la ressource pour aînés Le Crystal, à Thetford Mines, portant à 35 le nombre total de personnes atteintes, soit 25 résidents et 10 travailleurs. La situation est toutefois restée stable au CHSLD Saint-Alexandre, toujours à Thetford Mines, avec un seul usager infecté jusqu'à maintenant.

Idem à la résidence Le Saint-Guillaume de Saint-Georges, où on dénombrait toujours mardi 14 personnes infectées (neuf résidents et cinq travailleurs) et un décès.

11 écoles touchées

Le CISSS de Chaudière-Appalaches a par ailleurs publié mardi la liste des écoles de son territoire où au moins un cas de COVID-19 a été signalé depuis le début de la rentrée scolaire.

On en compte 11 au total, dont trois sont considérées en éclosion parce qu'au moins deux cas liés entre eux ont été recensés. Il s'agit de l'école primaire Sainte-Hélène, dans le secteur de Lévis, de l'école primaire des Deux-Rives, à Saint-Georges, et de l'école secondaire Veilleux, à Saint-Joseph.

Selon la Dre Liliana Romero, «ce sont de petites éclosions, avec trois ou quatre cas maximum par école, qui sont bien contrôlées pour le moment».

Au Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin, les autres écoles touchées par au moins un cas de COVID-19 sont la Polyvalente Benoit-Vachon, la Polyvalente Bélanger, l'école primaire Monseigneur-Fortier et le Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière.

Au centre de services scolaires des Appalaches, ce sont l'école primaire du Plein-Soleil (Thetford Mines) et la Polyvalente de Thetford Mines qui sont sur surveillance depuis la découverte d'au moins un cas de coronavirus, alors qu'au centre de services scolaire des Navigateurs, des cas isolés ont été découverts à l'école secondaire Pointe-Lévy et à l'école primaire Plein-Soleil (Lévis).

EN BREF

Chaudière-Appalaches

+ 16 nouveaux cas, pour un total de 795 depuis le début de la pandémie
633 personnes rétablies
10 personnes décédées
Deux personnes hospitalisées
152 cas (confirmés) actifs

leSoleil

Le Québec en train de revivre les mêmes problèmes qu'au printemps, dit le PLQ

CAROLINE PLANTE
LA PRESSE CANADIENNE

Le Québec est en train de revivre les mêmes problèmes qu'en mars, s'est inquiétée l'opposition libérale mardi, au premier jour de la session parlementaire.

Pour appuyer ses propos, le Parti libéral du Québec (PLQ) cite les délais dans le dépistage, le mouvement de personnel dans les résidences pour personnes âgées et les chirurgies reportées, entre autres.

«Les Québécois continuent d'attendre des heures pour se faire tester, a déploré sa porte-parole en santé, Marie Montpetit. Il y a trop de flou, trop de cafouillage et pas suffisamment de transparence.»

«On est au début de la deuxième vague et on semble revivre les mêmes problèmes que durant la première vague», a-t-elle martelé.

Sa collègue Monique Sauvé a voulu savoir si le gouvernement pouvait garantir qu'il n'y avait plus aucun mouvement de personnel dans les résidences pour personnes âgées.

La réponse de la ministre responsable des Aînés n'était pas de matière à la rassurer : «On travaille là-dessus, mais il manque de personnel», a déclaré Marguerite Blais.

Plus tard, Mme Montpetit n'a guère semblé plus rassurée d'entendre le ministre de la Santé, Christian Dubé, dire qu'il sera difficile de reprendre le retard accumulé dans les blocs opératoires.

«On est peut-être à l'aube, en ce moment, d'enjeux de personnel infirmier, a lâché M. Dubé lors de la période des questions. Si on continue d'avoir des cas, on ne sera pas capable de mettre en place le plan.»

Rentrée scolaire

Par ailleurs, le Parti québécois (PQ) a reproché au gouvernement Legault d'avoir mal préparé la rentrée scolaire.

«C'est le festival du n'importe quoi», a déclaré la porte-parole péquiste en éducation, Véronique Hivon.

Elle s'insurge contre le fait que des professionnels nettoient les toilettes au lieu d'apporter un soutien pédagogique aux élèves, tel que l'a rapporté la Fédération des professionnels de l'éducation du Québec.

«Quand le ministre de l'Éducation va-t-il enfin cesser d'improviser et planifier afin que les élèves du Québec ne soient pas, après les aînés des CHSLD, les nouvelles victimes de la COVID?» a-t-elle demandé.

« C'est le festival du n'importe quoi »

— La porte-parole péquiste en éducation, Véronique Hivon, au sujet de la rentrée scolaire

Pas moins de 223 écoles ont recensé au moins un cas confirmé de la COVID-19 depuis la rentrée, selon les données gouvernementales récemment mises à jour.

On rapportait mardi 292 nouveaux cas de coronavirus dans la province, pour un total de 65 554.

Selon Québec solidaire (QS), l'augmentation des cas de COVID-19 vient du fait que le premier ministre François Legault a créé un «faux sentiment de sécurité» en parlant au printemps d'une crise dans les CHSLD.

«Les autres citoyens se disent : «Moi, je ne vis pas dans un CHSLD, mes grands-parents sont chez eux, il n'y a pas de problème», a déclaré Manon Massé. Ce faux sentiment de sécurité, il faut le déprogrammer maintenant.»

Les complotistes s'invitent dans le débat politique

La reprise des travaux à l'Assemblée nationale mardi a été mouvementée. Des centaines de manifestants anti-masques se sont de surcroît massés devant la Maison du peuple.

Certains d'entre eux brandissaient des drapeaux des États-Unis et des affiches du président américain Donald Trump.

Thierry Giasson, directeur du Département de science politique de l'Université Laval, prévient les députés qu'ils devront tenir compte du fait qu'environ 20 % de la population adhère aux thèses conspirationnistes.

«C'est énorme, s'est-il exclamé en entrevue téléphonique. C'est plus que les gens qui votent pour le Parti québécois, c'est plus que les gens qui votent pour Québec solidaire.»

Au moment où les travaux reprennent à l'Assemblée nationale, il va falloir «prendre acte» de la situation et parler à ces gens, insiste le professeur spécialisé en communication politique.

«Il semble y avoir (...) une préoccupation pour les notions de transparence, dit-il. Les gens disent que beaucoup d'informations (...) ne circulent pas.

«Je pense que si on fait preuve (...) d'ouverture et d'écoute, on peut peut-être penser établir un dialogue.»

Des chercheurs de l'Université de Sherbrooke ont révélé lundi qu'environ 18 % des Canadiens adhéraient à des idées conspirationnistes au début de l'été.

Un sondage de l'Institut national de santé publique du Québec mené auprès de 1000 Québécois suggère en outre que 23 % des répondants croient que le virus causant la COVID-19 a été créé en laboratoire.

Rappelons également que 10 000 personnes ont manifesté samedi à Montréal contre le port du masque obligatoire et l'imposition de nouvelles amendes pouvant aller jusqu'à 6000 \$.

M. Giasson estime que le gouvernement devra faire oeuvre pédagogique et «déconstruire» chacun des messages véhiculés par les complotistes, en se retenant de les traiter d'«illuminés».

«Si on veut que les gens adhèrent à des consignes sanitaires, il va falloir qu'on leur explique clairement pourquoi», a déclaré M. Giasson lors d'un entretien où il était question de la rentrée parlementaire.

«Est-ce qu'il y a 20 % d'illuminés au Québec? J'espère que non, sinon on est mal parti.»

D'après lui, le gouvernement Legault a «peut-être compris» qu'il y avait un «enjeu de livraison du message». C'est désormais le ministre de la Santé, Christian Dubé, qui est le porteur du ballon.

«Il est très sympathique, le Dr (Horacio) Arruda, mais des fois, il y a des problèmes de clarté, signale M. Giasson. Il est là, il ne disparaît pas, mais il parle moins.»

leSoleil

[GÉRER LA CRISE] Un bouleversement anticipé chez Coop Zone

JEAN-FRANÇOIS TARDIF
LE SOLEIL

La pandémie de coronavirus a tout changé pour les entrepreneurs d'ici qui en ont souffert, mais qui ont aussi rebondi dans la tempête, faisant parfois jaillir de nouvelles façons de faire. À l'heure du déconfinement, nous poursuivons les rencontres de cette série «Gérer la crise».

Entreprises : Coop Zone

Type d'entreprise : coopérative de consommateurs
Contact : Yves Kogovsek, directeur général

Q Votre situation avant la crise?

R Coop Zone est une coopérative indépendante qui compte plus de 70 000 membres actifs. C'est la plus importante au Québec avec un chiffre d'affaires qui tourne autour des 45 000 000 \$. Elle a été fondée en 1987. Nous avons une cinquantaine d'employés à temps plein et lors de la rentrée scolaire, le nombre de travailleurs peut atteindre les 200. Nos employés sont très résilients et ils ont la coop tatouée sur le cœur. Certaines personnes travaillent pour moi depuis 25 ans.

Nous avons actuellement trois points de vente, il fut une époque où nous en avions davantage, mais la tendance du marché nous a obligés à en réduire le nombre et à fermer les moins rentables. Nous sommes sur le Web depuis 1999.

Q Comment avez-vous réagi quand la crise s'est amorcée?

R Rapidement, nous avons été désignés comme étant un service essentiel. Et nous avons donc pu continuer nos opérations. Pendant un certain temps, seuls les bureaux administratifs, l'entrepôt et le commerce du centre-ville ont été en opération. Il a fallu congédier temporairement des gens. Et ça m'a beaucoup affecté. Il n'y a personne qui s'enrichit ici. Un programme d'aide a donc été mis sur pied pour les aider.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le gros du chiffre d'affaires de Coop Zone, ce n'est pas le livre. Notre migration ne date pas d'hier. Le livre était notre fer de lance. Mais depuis plusieurs années déjà, sa vente est en baisse partout. Alors graduellement, nous avons diversifié nos activités et nous sommes devenus très forts en informatique.

L'avènement du télétravail pendant la crise a fait en sorte que nos clients institutionnels ont cherché à avoir beaucoup plus de matériel informatique. Et même si en terme de ventes, nous n'avons pas réalisé les chiffres que nous faisons habituellement, ces nouvelles ventes ont un peu compensé pour celles que nous n'avions pas eues dans nos autres départements.

Ce qui s'est passé et ce qui se passe maintenant au niveau de la migration de nos ventes, c'est ce que l'on avait prévu dans nos planifications stratégiques. On se préparait pour ça. Mais on croyait que ça allait arriver plus tard. Ce fut comme un choc. Il a fallu se virer de bord du jour au lendemain et tout changer. Changer notre manière de penser, nos besoins, les tâches des employés, etc.

« Il a fallu se virer de bord du jour au lendemain et tout changer. Changer notre manière de penser, nos besoins, les tâches des employés, etc. »

— Yves Kogovsek, directeur général

Q Comment vous êtes-vous préparés pour la rentrée de septembre?

R Il y a eu une rentrée en mai. Comme elle était plus petite, ce fut comme un exercice pour nous indiquer comment ça allait se passer en septembre. Et à la suite de ce que nous avons vu, nous avons notamment modifié notre site Web. Mais, mai n'a rien à voir avec septembre. Notre clientèle est nombreuse. Nous desservons le Collège Merici, le Cégep Limoilou, neuf écoles primaires-secondaires et près de 6000 parents, ce qui représente une clientèle d'environ 50 000 personnes. Entre temps, nous avons eu le contrat d'approvisionnement du ministère de l'Éducation pour tous les iPad des écoles du Québec. Tout ça nous a demandé de changer nos schèmes de référence. Avant, les gens venaient chercher leurs livres. Mais ce n'est plus ça.

Évidemment, on a appris bien d'autres choses par la suite. Entre le mois d'août et la fin de la semaine dernière, nous avons traité 23 000 demandes en ligne. Habituellement, nous n'en faisons même pas 10 % de ça. Il a aussi fallu revoir toute notre logistique de distribution et trouver de l'espace pour bâtir un centre de distribution. Ce qui a compliqué notre travail c'est que nous offrons aux clients qui achetaient sur le Web de venir chercher leur colis ou de se le faire livrer par la poste. Et parallèlement, les points de vente étaient ouverts. Il a fallu multiplier le nombre d'espaces disponibles et le nombre d'employés et créer des quarts de travail que nous n'avions jamais eus. Pendant les jours de congé, des gens travaillaient quand même. Et la main-d'œuvre n'était pas facile à recruter. Il a aussi fallu s'assurer que le site Web tienne le coup. Nous avons aussi pris comme décision de pas charger pour les frais de transport. Parce que nous voulions nous différencier, mais aussi parce que ça fait partie de nos orientations.

Même si quelques petites choses ont accroché, dans l'ensemble, notre rentrée a été une grande réussite.

Q Avez-vous eu peur de manquer de matériel?

R Il y a quelques ruptures de stock. Je pense aux écouteurs. Il y avait plus de télétravail et les écoles demandaient aux jeunes d'avoir des écouteurs. La demande a fait que nous sommes tombés en rupture de stock. Et avant d'en avoir, ç'a pris du temps.

Q Comment voyez-vous l'avenir?

R Parce que nous vendons du matériel pédagogique, nous sommes comme un prolongement du monde de l'enseignement. Et celui-ci est mutation. Quand on se promène sur le campus de l'Université Laval, par exemple, il n'y a pas beaucoup d'étudiants comparativement à l'année dernière ou il y a deux ans. Mais ils ont encore des besoins. Je pense que la COVID a juste accéléré le phénomène du commerce en ligne. Les gens n'ont pas eu le choix que d'acheter en ligne et ils ont aimé ça. Est-ce que ça s'accroît dans le futur? Je m'attends que oui.

L'enjeu sera d'avoir du matériel en inventaire et un système informatique performant pour supporter son site Web et sa boutique en ligne. Nous sommes d'ailleurs à changer notre site Web. C'est un investissement de près de 700 000 \$. On n'a pas vraiment le choix si on veut demeurer des plus compétitifs et garder notre place dans le marché.

leSoleil

Sport étudiant: une nouvelle directive forcerait l'annulation de nombreux matchs

CARL TARDIF
LE SOLEIL

Une désagréable surprise émanant du ministère de l'Éducation attendait le Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ), ces derniers jours. Si les compétitions sont désormais permises tant que le niveau d'alerte régionale reste au vert ou jaune, on précise maintenant «qu'on doit éviter de participer à un événement regroupant des élèves d'autres écoles si des cas de COVID ont été détectés dans l'école, peu importe le niveau d'alerte où elle est située», lit-on dans la dernière foire aux questions distribuée récemment dans le milieu scolaire.

«Pour nous, ça change la donne. Il s'agit d'une problématique qu'on n'avait pas vue venir. On ne l'a pas su lors de l'annonce de vendredi dernier sur la reprise du sport scolaire, on l'a appris hier [lundi]. On n'avait pas été informé de cela. On savait qu'il y aurait des matchs annulés à cause de la COVID, mais il risque d'y en avoir beaucoup plus avec cette règle», explique Mathieu Rousseau, directeur général de la branche Québec / Chaudière-Appalaches du RSEQ.

Il a passé la rondelle à son collègue, Gustave Roel, directeur général du RSEQ au niveau provincial, qui, étrangement, n'avait pas été mis au courant de cette directive. Et dès la première heure, mardi, il est entré en contact avec le cabinet d'Isabelle Charest, ministre déléguée à l'Éducation et responsable des sports et du loisir.

Pour l'heure, dès qu'une école se retrouvera sur la liste publiée par le gouvernement où l'on dénote les cas de COVID, il sera interdit aux clubs sportifs de ces institutions publiques et privées de disputer un match à tous les niveaux et dans toutes les disciplines, et ce, tant et aussi longtemps que le nom de ladite école se retrouvera sur cette liste, ce qui pourrait prendre jusqu'à 14 jours. La problématique touche tout le territoire québécois, pas seulement celui la région de Québec.

Double standard

«Encore une fois, c'est un double standard qui s'applique, et nous ne sommes pas en accord avec cela. Lorsqu'on parle de sécurité pour nos jeunes, il faut être cohérent. Ici, on applique une contrainte importante au niveau scolaire, mais on ne l'impose pas au niveau associatif [civil]. Avec un cas dans l'école, personne ne pourrait jouer, mais on pourra le faire dans l'associatif même si le cas est relié à une équipe... Selon nous, les mêmes standards devraient s'appliquer partout, surtout qu'au Québec, la scolarisation est obligatoire pour les jeunes de 16 ans et moins. Lorsqu'on dit que tout est réglé avec la reprise du sport étudiant, ce n'est pas le cas. Je ne leur lance pas la pierre, car les choses évoluent rapidement, mais lorsqu'il y a une incohérence, il faut la corriger et nous sommes en communication avec le cabinet de la ministre», précisait Roel, qui souhaite que ce dossier soit traité en priorité par le ministère de l'Éducation parce qu'il y a urgence d'agir, notamment au football, où les saisons ne peuvent se prolonger au-delà de la mi-novembre.

Ainsi, un cas dans une équipe de football en secondaire 1, par exemple, empêcherait un club de futsal en secondaire 5 de disputer son match.

«Ça fait beaucoup de monde impacté. On parle de football, volleyball, soccer, futsal. Pour le basketball, la fédération n'a pas encore donné son aval pour la reprise des matchs, tandis qu'au hockey, la phase 6 est prévue pour le 15 octobre», confiait Rousseau, en soulignant qu'un match hors-concours de football à l'horaire, en fin de semaine, entre les écoles secondaires Les Sentiers et La Courvilloise avait été annulé pour cette raison puisque ces deux écoles figurent sur la liste. Il l'aurait aussi été si seulement s'y retrouvait.

Comité de relance

Le RSEQ-QCA a mis en place un comité de relance des activités. Les calendriers régionaux des divisions 2 et 3 devraient être complétés la semaine prochaine. Jeudi, le RSEQ provincial tiendra une grande réunion avec les intervenants du football juvénile de première division pour établir la suite des choses.

«L'idée générale sur laquelle on travaille au niveau régional, présentement, est d'avoir un calendrier sans finalité. L'objectif est de permettre aux jeunes de vivre une expérience positive et de s'épanouir dans les sports. Bref, on va s'organiser pour les faire jouer, et si jamais la situation s'améliorait, on trouvera une façon de faire un championnat», indiquait Rousseau.

À l'inverse, si l'alerte devait passer à la couleur orange, tout sera mis en pause, évidemment. «Pour l'instant, on fait un calendrier, peu importe si une école se retrouve sur la liste. Il serait trop compliqué de tenir compte de chaque situation. Il reviendra aux écoles d'aviser, car de notre côté, on devra aussi avertir les arbitres affectés à ces matchs qui seront annulés.»

Le RSEQ a permis aux écoles n'ayant pas de cas de COVID et dont un match serait annulé parce qu'il y en a un dans une autre de se planifier une partie hors-concours contre une institution sans cas en guise de remplacement.

FRANÇOIS LEGAULT

'I AM VERY WORRIED'

Four more regions, including Montreal, have been placed under yellow alert as premier warns of potential lockdowns

PHILIP AUTHIER

QUEBEC Premier François Legault hardened the tone Tuesday, slapping a COVID-19 pre-alert status on four more regions and warning parts of Quebec are close to the next more critical level, which will mean closing bars and restaurants.

Warning there is a now “a real risk” of a second wave that would mean the return of various levels of lockdowns, Legault said he does not understand why some people are still ignoring warnings — even holding fall barbecues and corn boils with large groups or gathering in restaurants.

In the long run, the community virus spread that ensues will mean more hospitalizations, more overcrowding, more disruptions in people’s lives and ultimately more deaths.

“The situation is critical, it is worrisome,” Legault said at a pandemic news conference as the National Assembly resumed sitting.

“Today I am making an appeal for the solidarity. Please think of vulnerable people, think of those waiting for surgery, think of those working in the health system, think of our

children.

“It’s not time to hold family parties or parties with friends. We are all at war against the virus. There is a real risk of a second wave ... a second wave strong enough to again start locking down Quebecers.”

Legault made the comments in announcing four more Quebec regions have been added to the list of those tagged yellow or early warning status by the government.

About three-quarters of Quebec’s people are now living in a yellow zone, which means more police inspections and stricter controls on activities.

With the number of cases up by almost 300 provincewide, the government announced Montreal, Montréalie, Bas St-Laurent and Chaudière Appalaches were losing their green vigilance status and now are to be considered yellow “early warning.”

The additions bring to eight the total number of regions under yellow alert: Montreal, Quebec City, Laval, the Eastern Townships, the Montréalie, Outaouais, Bas-St-Laurent and Chaudière-Appalaches.

No region is currently in the orange moderate alert category, but Horacio Arruda, the director of public health, said “we’ll have some shortly.”

Restrictions are even more severe under orange alert with limits on the size of public gatherings like weddings and shutdowns of bars and restaurants except for takeout. The ceiling of 10 people in private residences gets cut to six.

The news conference came on the same day Quebec reported 292 new COVID-19 cases in the last 24 hours and five new deaths. An additional nine people have been hospitalized.

At Legault’s side for the news conference, a clearly frustrated Health Minister Christian Dubé repeated that most of the new cases are the result of community transmissions that could have been avoided.

He ran down a list of incidents:

In Montréalie, 17 people gathered in a restaurant and sparked 31 new cases. Santé Québec is now trying to contact the 330 people in the restaurant at the time.

A group of people held an outdoor barbecue on Mont St-Bruno. They did not respect physical distancing or wear masks. Five cases resulted.

In Thetford-Mines, a hairdresser who knew she was contagious worked on the hair of 15 people in six different seniors’ residences. Later, Dubé corrected part of his statement, saying the hairdresser was unaware she was ill.



And in the Lower Saint-Lawrence region, largely untouched by the first wave of the virus, 30 cases were reported in the last 48 hours as result of gatherings for corn boils.

“Our health-care system is already fragile,” Dubé said. “And every time we have a new case or that we have to work with public health, or this person has to go to a clinic or a hospital, it is health personnel which are being used when it could have been avoided.

“None of the eight regions are orange at the moment, but there are a few which are very close,” Dubé said. “Because of the irresponsible acts of certain individuals we will be obliged to add restrictions.”

If two go orange, they will probably be Quebec City and the Lower Saint-Lawrence.

Dubé also announced he has no choice but to add more health re-

strictions for the entire province.

People across Quebec living in seniors’ residences, public or private, are now required to wear masks when they walk in common areas like corridors. And all bars are no longer allowed to serve food after midnight because it has become an excuse to sell more alcohol.

Legault and Dubé had barely finished their news conference when just outside the walls of the legislature hundreds of anti-mask protesters gathered for another noisy demonstration. Minus any masks and standing close together, the group listened to speeches and cheered.

One person was arrested.

And there were more sobering signals of what lies ahead for Quebec this fall and winter.

After relaunching its internet list of schools with COVID-19 cases,

the government revealed that as of 4 p.m., 377 students and staff had tested positive. A total of 154 class bubbles have been sent home, and 223 schools have now had positive cases.

Arruda also noted if there is a second wave and there is no lockdown, it will be three times bigger than the first wave.

Earlier, with the legislature resuming Tuesday for the fall sitting, the opposition parties took turns chiding the government for its handling of the first wave and repeating that they think it is ill-prepared for what might be coming.

“It certainly feels like the start of the second wave,” Liberal house leader André Fortin told reporters in reference to increased cases and reports of fresh delays in testing.

pauthier@postmedia.com

Twitter.com/philipauthier



“There is a real risk of a second wave” of COVID-19, Premier François Legault says. JACQUES BOISSINOT/THE CANADIAN PRESS

Staffer, 11 students test positive at Herzliah High School

Suspected source of COVID-19 outbreak was well-attended bar mitzvah reception

AARON DERFEL

A highly-attended bar mitzvah reception on Sept. 6 is being blamed for causing a COVID-19 outbreak that in turn led to the discovery of at least 11 high school students and one staff member testing positive for the coronavirus at a private school in Snowdon, the Montreal Gazette has learned.

Herzliah High School, on Mountain Sights Ave., has shut five homerooms and sent all the students in those classes home to be quarantined in addition to those who have tested positive. The students in isolation will continue with online learning.

Although the source of the initial transmission was not the school itself, but rather the bar mitzvah reception, the number of students testing positive at Herzliah represents the highest number to date at a single educational institution in the province.

Nuns' Island parent Olivier Drouin, who runs the covidcolesquebec.org website that is tracking the impact of the pandemic on the province's educational system, said he's not aware of another school reporting more than four students testing positive.

"It's huge," Drouin said. "I've never seen 12 cases. I've seen two, three or four cases in the same school."

In a letter sent to parents, Michelle Toledano, executive director of Azrieli Talmud Torah

Schools/Herzliah, said officials are also probing the possibility of an outbreak within the walls of the institution itself.

"We are understandably concerned and are conducting our own investigation to determine common factors among the children in this group," Toledano wrote in French. "We know that some of the students are friends and have contacts outside of school, but we are still investigating whether transmission may have occurred at school."

To date, Herzliah has identified positive cases among eight students in class 1C, along with one case each in classes 2C, 2E and 4C. One staff member has tested positive, but it's not clear whether this is a teacher or another employee.

In addition, a pupil at nearby Talmud Torah elementary school has tested positive. This child has a sibling who screened positive at Herzliah.

Toledano reiterated in her letter that Herzliah is constantly reviewing its COVID-19 safety measures. She added that masks are mandatory for students "except when seated but strongly recommended." Quebec Education Minister Jean-François Roberge has mandated face coverings in hallways and common areas, but has refused to allow schools, including those that are private, to compel students to wear them in class.

Toledano noted that Herzliah became aware on Sept. 8 that a

student had COVID-19.

"The child in question was sent home with his class on Sept. 8 after we learned of a positive case, and he has been in quarantine since. The student took the VSL No. 1 school bus that morning and we informed the parents of the children who take the same bus that Public Health will contact them directly if their child needs to be tested or quarantined."

On Tuesday, with Montreal going from being declared a green zone (the lowest-level risk) to a yellow pre-alert, the director of the city's public health department noted that there are currently seven school outbreaks in the metropolis.

Dr. Mylène Drouin drew a distinction between a positive case in a school that arose in the community and a cluster erupting directly in an educational setting.

"The situation is under control in the schools," Drouin told reporters. "We have seven outbreaks. They're small ones. There is one that is a bit more significant, but that is still under control."

She added that there are 125 schools where at least one student or employee has tested positive. Asked to describe the circumstances of some community outbreaks, Drouin alluded to salsa dance events, a couple of wedding receptions, as well as a "party for adolescents in the context of ... in a specific community," without elaborating.

In response to the outbreak following the bar mitzvah (a religious ceremony for a boy who has reached the age of 13), Jewish leaders have sent a letter to members of the community urging people to follow public health guidelines that include wearing masks at public events and maintaining physical distancing, a highly-placed source told the Montreal Gazette.

Toledano could not be reached for comment. Brigitte Fortin, director of communications for the school, declined to answer a



reporter's questions. Instead, she emailed the Gazette a short statement saying that the institution is "working in close collaboration with Quebec public health and following their directives to manage the situation."

"On Friday, Sept. 11, public health held a targeted one-day screening clinic at Herzliah High School.

Students from several classes, and their families, were tested for COVID-19, while the remainder of the school's students accessed their classes through our online learning platform. This week, the majority of our students are back in school for in-classroom learning."

aderfel@postmedia.com

Twitter.com/Aaron_Derfel

English parents lobby to keep field for school use

MNA's post about using T.M.R. site for new French institution sparks uproar

KATHERINE WILTON

Karolina Weclas was looking for a recipe on her mobile phone when a post on a Facebook Group page startled her.

A parent from Académie Saint-Clément in Town of Mount Royal was sharing some good news: a location may have finally been found to build a much-needed French school in T.M.R.

But when Weclas zoomed in on the picture, she was stunned.

It was of a soccer field that students at Dunrae Gardens Elementary School have been using for decades.

"My head exploded," said Weclas, who has three children at the French immersion school. "It was the first week of school, parents are stressed out and we are in the middle of a pandemic."

Weclas immediately went on the Facebook page to correct the post. "It's not an empty lot; it's my children's schoolyard and it's not up for grabs," she wrote.

The uproar began this month when Pierre Arcand, the local Liberal member of the National Assembly, posted two pictures on Facebook. One was of the schoolyard at Académie Saint-Clément, which has several mobile classrooms, and the second was of the large soccer field adjacent to Dunrae Gardens, which is used as a schoolyard. Arcand wrote that the land next to Dunrae is available and wondered what the education minister was waiting for.

Académie Saint-Clément was built for 350 pupils, but has 600 students this school year.

After being contacted by frustrated English-speaking parents, Arcand posted a mea culpa on his Facebook page, saying he was not "promoting the use of some of your land to build a French primary school in T.M.R."

"There were discussions about that project at the ministry of education, but if there is no social acceptability another solution should be found," he wrote.

Although parents were relieved that Arcand walked back his post, they fired off emails to the English Montreal School Board and T.M.R. Mayor Philippe Roy, demanding answers.

"Why would an MNA make a statement like that (out of the blue)?" Weclas wondered.

English parents have bad memories of Education Minister Jean-François Roberge's controversial decision to transfer two English schools to an overcrowded French board in June 2019, Weclas said.

"We wanted to make sure that a decision wasn't being made and we were the last ones to find out," she said.

The Quebec government has put aside \$25 million for a new French primary school in T.M.R.

When talks were held about two years ago, the former Marguerite-Bourgeoys school board (which is now called a service centre) said its preferred choice was to build a school on part of Dunrae's soccer field, T.M.R.'s mayor con-

firmed on Tuesday.

If Quebec gives the proposal the green light, the town is prepared to compensate Dunrae Gardens by giving the school a parcel of land in one of two nearby parks, Roy said. The English school has about 333 students this year.

The town's two English primary schools are doing well and are important parts of the community, Roy said.

However, francophone parents have been waiting patiently for a new school to be built in order to ease overcrowding in the town's three French primary schools, he added.

EMSB spokesperson Michael Cohen acknowledged that the Dunrae Gardens soccer field has come up in discussions with the Marguerite-Bourgeoys service centre.

"This particular dossier has never gone beyond the discussion stage," Cohen said.

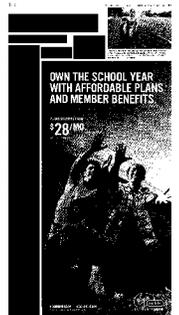
"Whenever we have a matter related to infrastructure, there is a process to follow, which includes an evaluation by our long-range planning committee and later dialogue with the governing board. None of that has occurred."

In an interview with the Montreal Gazette, Arcand said a solution needs to be found to address the overcrowding in French schools.

At Académie Saint-Clément, the mobile classrooms are in the middle of the schoolyard, he said. "Around Dunrae, there are two parks and some space available," he added.

"There should be a consultation on this, and I think (T.M.R.) is willing to make some compromises to accommodate everybody."

kwilton@postmedia.com



Legault raises alarm as COVID-19 cases rise in several Quebec regions

LES PERREAUX MONTREAL
LAURA STONE

Several regions of Quebec spared the worst of the spring start of the pandemic are facing imminent bar closings and other restrictions on gathering as COVID-19 cases spike.

While Premier François Legault raised the alarm Tuesday on areas experiencing a rapid rise in coronavirus infections, going so far as to say they risk triggering a second wave, he announced only two new measures. Bars across the province are banned from serving food after midnight and people must now wear masks in common areas of seniors' residences.

"The situation is critical and worrisome. We have to react now," Mr. Legault said during a news conference. "It's time to think of others."

The regions placed Tuesday under yellow alert – the last warning before closings begin – covered three-quarters of the province's 8.5 million residents and included Montreal. But the areas of eastern Quebec with the highest infection rates were under greatest scrutiny amid reports of large parties and disregard for basic rules for dealing with the novel coronavirus.

While Ontario's resurgence is driven by urban areas such as Toronto, Ottawa and Peel Region, in Quebec, regions such as the Low-

er Saint-Lawrence, Chaudière-Appalaches, the Outaouais and Quebec City are driving infection rates.

The province reported 292 new cases and five deaths on Tuesday, the highest number since May 31. "It's certain some areas will be in the orange [next level alert] soon," said Horacio Arruda, Quebec's Director of Public Health. A move to the orange alert level would mean bars and indoor restaurant dining would close and the number of people allowed in private gatherings would drop to six from 10, among other possible measures. No region has been placed on orange alert so far.

Dr. Arruda and Mr. Legault, along with Health Minister Christian Dubé, expressed frustration about people in small-town Quebec with positive tests attending and holding parties and corn roasts. Other spreader events involved 17 people eating in a restaurant and a hairdresser working without proper masking in six seniors' homes. But all across the province, "private parties are our biggest problem," Mr. Dubé said.



The situation is critical and worrisome. We have to react now. It's time to think of others.

FRANÇOIS LEGAULT

QUEBEC PREMIER

Montreal, hard hit in the spring with 3,476 deaths, mostly among seniors, "has acted relatively well," Mr. Dubé said. "They lived the worst of it and seem to be more alert to taking appropriate measures." Mr. Dubé expressed worry that infections may move into the city and spread into nursing homes and other large, densely populated places with vulnerable people.

However, Dr. Arruda added that while cases have steadily risen for about a month, the rate is nowhere near the exponential growth that the province had during 17 days starting March 13, when it went from four new cases to 879.

As in Quebec, Ontario had long lines at testing centres as schools reopened. Some people have reported waiting for hours in line with their children only to be turned away because of overcrowding.

Premier Doug Ford called the long lines "ridiculous" and said his government was looking to test asymptomatic people at pharmacies to take the burden off of testing centres, but the plan hasn't yet been finalized.

"I can tell you, we're all over it," he said. "We're doing everything we can to move this forward rapidly."

Ontario Health Minister Christine Elliott said the government anticipated an increase in the lineups with the return to school,

"but perhaps not to this extent." She said the government is looking to increase lab capacity as well.

Mr. Ford has pleaded with the public to cease large social gatherings and parties. Mr. Ford said he would address the rise in cases in the hardest hit regions of Ontario this week, but did not provide specific details.

While schools are still opening in Ontario, most Quebec schools opened Aug. 27. The Quebec government says the province has had 296 students and 81 staff with COVID-19 in 223 schools. About 154 classes have been sent home for preventive isolation.

Quebec statistics do not show how many outbreaks with multiple cases have taken place, but at least three schools in Quebec City have multiple cases, including one primary school where every student and teacher will be tested after several teachers were infected. Montreal has seven schools with multiple cases. The city's Director of Public Health Dr. Mylène Drouin said the cases were all under control.

Ontario has so far identified 29 cases in 27 schools.



laTribune

L'Estrie en jaune et une éclosion à l'école Le Goéland

Marie-Christine Bouchard
La Tribune

L'Estrie demeure en code jaune, le palier de «préalerte» à la lutte au nouveau coronavirus, pour une deuxième semaine de suite en raison notamment des nombreux foyers d'éclosions encore actifs.

Sherbrooke - C'est l'annonce qui a été faite mardi après-midi par le premier ministre François Legault. En plus des quatre régions qui se trouvaient déjà au niveau d'alerte jaune (Estrie, Outaouais, Québec et Laval), quatre autres régions sont passées du vert au jaune, soit Montréal, la Montérégie, le Bas-Saint-Laurent et Chaudière-Appalaches.

L'annonce que l'Estrie demeurait au jaune, mardi après-midi, n'est pas une surprise. En effet, le directeur de la Santé publique de l'Estrie, le Dr Alain Poirier, avait déclaré dès vendredi dernier que la région de l'Estrie n'était pas encore prête à retourner au palier vert.

Une éclosion au Goéland

Une nouvelle éclosion a d'ailleurs été dévoilée par la Santé publique de l'Estrie mardi, cette fois à l'École Le Goéland du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS), une école pour les jeunes de 16 à 21 ans souhaitant retourner aux études. On y retrouve « moins de cinq cas ».

Les autres éclosions sous haute surveillance dans la région sont demeurées plutôt stables mardi.

Mardi, la Santé publique de l'Estrie a déclaré dix nouvelles personnes positives à la COVID-19. Dans la dernière semaine, il y a toutefois eu des journées avec des hausses quotidiennes de 24, 13, 25 et 15 nouveaux cas par jour.

Rappelons que, pour établir dans quelle catégorie est classée chaque région, trois critères sont analysés, soit la situation épidémiologique, le contrôle de la transmission et la capacité du système de soins. Une analyse qualitative est aussi effectuée par les différents directeurs de la santé publique.

Liste des écoles avec des cas positifs

Le ministère de l'Éducation et des Études supérieures (MEES) a dévoilé mardi la liste des écoles ayant au moins un cas déclaré de COVID-19 entre ses murs. La collecte de données a eu lieu le vendredi 11 septembre à 16 h.

Au Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS), on retrouve au moins un cas dans les écoles primaires Brébeuf, des Quatre-Vents, pavillons Union et Belvédère, du Cœur-Immaculé, LaRocque, Sylvestre, ainsi qu'à l'École internationale du Phare et à l'école Le Goéland.

Au courant de la fin de semaine, des cas ont aussi été confirmés au CSSRS dans les écoles primaires Notre-Dame-de-Liesse et Beaulieu et à l'école secondaire Mitchell-Montcalm.

Le Centre de services scolaire des Hauts-Cantons (CSSHC) a toujours l'école primaire des Sommets de Saint-Sébastien sous surveillance, alors que le Centre de services scolaire des Sommets (CSSS) fait face à des cas déclarés à l'école primaire des Deux-Soleils à Magog.

Une école privée fait face à une éclosion également, soit le Salésien de Sherbrooke.

laTribune

Saint-Camille embauche une brigadière

Simon Roberge, Initiative de journalisme local
La Tribune

Afin de sécuriser les enfants qui doivent dorénavant traverser la rue pour se rendre à l'école, la municipalité de Saint-Camille a décidé de procéder à l'embauche d'une brigadière scolaire. Elle sera présente tous les jours d'école, matin et soir, et les vendredis midi.

« Quand il y a eu la COVID, on a été obligé de changer la façon dont les élèves débarquaient de l'autobus et ils devaient traverser la rue, explique le maire Philippe Pagé. Devant l'urgence on avait demandé à des bénévoles de le faire, mais un moment donné, c'est un vrai métier. »

L'incident survenu au cours de l'été où un camion n'a pas fait son arrêt à l'intersection du village a convaincu le conseil municipal d'adopter à l'unanimité cette mesure qui coûte environ 5000 \$ aux contribuables.

« Avant de prendre cette décision, on a consulté le conseil d'établissement de l'école, souligne le maire. On avait l'impression qu'il y avait des parents qui n'envoyaient pas leur enfant à l'école à pied parce que l'intersection pouvait être dangereuse. »

C'est une employée de la municipalité, qui fait déjà de l'entretien ménager dans plusieurs bâtiments, qui deviendra la nouvelle brigadière. Elle sera aussi présente le vendredi midi pour assurer la sécurité devant le P'tit Bonheur de Saint-Camille.

« Les élèves vont manger là et il y a de la circulation, résume M. Pagé. Les risques sont plus grands. »

laVoixde l'Est

Cinq cas de COVID-19 dans les écoles de Granby

PASCAL FAUCHER
LA VOIX DE L'EST

Au moins cinq cas de COVID-19 ont été recensés jusqu'ici dans des écoles de Granby, a appris La Voix de l'Est, dont trois à l'école secondaire Joseph-Hermas-Leclerc.

Les trois personnes touchées à J.-H.-Leclerc ont été isolées, indique la direction du centre de services scolaire du Val-des-Cerfs dans une communication envoyée aux parents, vendredi dernier.

«À l'heure actuelle, il n'y a pas de fermeture de classe ou d'école prévue», écrit le directeur général Eric Racine, et «l'école continue d'appliquer toutes les mesures nécessaires pour éviter une propagation».

La Direction de la santé publique estime par ailleurs que le risque de contamination est «faible».

Un autre cas de COVID-19 a été déclaré dans un établissement de Val-des-Cerfs, soit à l'école primaire Sainte-Famille, toujours à Granby.

«Quelques personnes ayant eu un contact étroit avec un des cas confirmés ont reçu la directive de la DSP (NDLR: Direction de la santé publique) de ne pas se présenter à l'école pendant une période donnée», précise Pamela Blouin, coordonnatrice aux communications au centre de services scolaire du Val-des-Cerfs.

«Pour éviter la propagation du virus, vous êtes invités à demeurer vigilants concernant votre état de santé et celui de votre enfant et à surveiller l'apparition de symptômes compatibles à la COVID-19», poursuit M. Racine dans la lettre envoyée aux parents.

«C'est sûr que ça nous préoccupe», note pour sa part la présidente du Syndicat de l'enseignement de la Haute-Yamaska, Alina Laverrière, au sujet des cas déclarés.

Aussi au Verbe divin

L'école secondaire privée du Verbe divin, aussi à Granby, a également déclaré un cas positif à la COVID-19. Les jeunes qui partageaient le groupe de l'élève touché ont été invités à rester à la maison, vendredi dernier, et ils continueront de suivre leurs cours à distance jusqu'au 21 septembre, dit le directeur général Jean Striganuk.

L'élève en question aurait contracté la maladie chez lui. «Il a été fin, il a passé le test au lieu de venir à l'école, dit le directeur général. Ça été assez simple dans son cas.»

Tous les élèves de sa classe ont été testés négatif, ajoute M. Striganuk, rappelant que les locaux de l'école sont nettoyés régulièrement.

Au moins deux cas ont aussi été rapportés au centre de services scolaire des Hautes-Rivières, soit aux écoles primaires de Monnoir et de Ramezay, toutes deux à Marieville, en Montérégie.

Une classe a été confinée et dans l'autre école, ce sont tous les élèves 5e et 6e année qui ont été retournés à la maison, dit Céline Falardeau, directrice du Service des affaires juridiques et des communications du centre des Hautes-Rivières.

Gare aux symptômes

La Direction de la santé publique rappelle qu'en cas de symptômes, les citoyens sont invités à faire le 1-877-644-4545 pour évaluer la pertinence de prendre un rendez-vous pour un test de dépistage de la COVID-19.

Les symptômes à surveiller sont la fièvre, la perte du goût et de l'odorat, la toux, la difficulté à respirer, les maux de ventre, les vomissements, la diarrhée, le mal de gorge, la congestion ou l'écoulement nasal, une grande fatigue, une perte importante de l'appétit et les douleurs musculaires.

Jusqu'à maintenant, au moins 172 écoles ont signalé un cas positif à la COVID-19 à travers la province. Selon les dernières données disponibles, 217 élèves et 66 membres du personnel ont contracté la maladie, pour un total de 283 personnes contaminées.

Les écoles de Montréal sont les plus touchées, suivies de celles de la Capitale-Nationale, de la Montérégie et de Laval.

On peut consulter la liste des écoles touchées sur le site internet du gouvernement du Québec en consultant ce lien suivant.

leDroit

Une centaine de travailleurs du réseau scolaire retirés ou réaffectés en Outaouais

DANIEL LEBLANC
Le Droit

Un peu plus de 100 demandes de réaffectation et de retrait préventif de membres du personnel pour raisons de santé ont été acceptées au sein du réseau scolaire en Outaouais depuis la fin août. Un syndicat estime que si les discussions avec les employeurs se sont «majoritairement bien déroulées», il n'en demeure pas moins que certains dossiers sont encore en litige, deux semaines après la rentrée.

Au Centre de services scolaire des Draveurs, 18 demandes sur un total de 48 ont obtenu un sceau d'approbation du Service des ressources humaines. Du nombre, 13 enseignants ont été réaffectés, alors que 33 en avaient fait la demande.

Sans préciser combien de demandes lui ont été formulées, le Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSSPO) affirme de son côté avoir approuvé, selon les plus récentes données, un total de 63 demandes de ce type.

Quant au Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées, il a accepté 18 des 21 demandes de réaffectation qui lui ont été acheminées au fil des dernières semaines, tandis que trois sur neuf ont été accordées au personnel du Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais.

Le Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais (SEO) soutient que les dossiers qui concernent ses membres se sont réglés sans trop d'anicroches jusqu'à présent.

«Les médecins ont reçu les informations et ils doivent par la suite juger si un enseignant doit être retourné à la maison. La majorité des pourparlers se sont bien déroulés avec les centres de services scolaires, mais il y a encore quelques litiges avec le syndicat dans certains cas parce qu'on n'a pas respecté la recommandation du médecin traitant. Ce n'est pas encore réglé à l'heure actuelle, on espère que ça le sera dans les prochains jours», affirme la présidente du SEO, Suzanne Tremblay.

Les critères ayant été revus, le nombre de demandes acceptées a chuté en comparaison avec le printemps

dernier, lors de la réouverture des écoles primaires pour une durée d'un mois et demi. Bien au-delà de 200 membres du personnel scolaire avaient alors pu se prévaloir de cette option.

École virtuelle

La majorité des enseignants qui demeurent à la maison ont été réaffectés à l'école virtuelle, à laquelle sont inscrits un total de 217 écoliers des quatre centres de services scolaires de la région, selon les statistiques fournies au Droit. C'est au CSSPO où l'on compte de loin le plus grand nombre d'élèves (138) pour cette formule créée de toutes pièces à la suite de la première vague de la pandémie de COVID-19.

«Il se peut bien qu'ils aient une tâche différente de celle qu'ils avaient. Par exemple, une enseignante du primaire pourrait être en sixième année plutôt qu'en deuxième», explique Mme Tremblay.

Les élèves autorisés à suivre leurs cours à distance sont ceux présentant «une condition de vulnérabilité pour leur santé». Un billet médical doit être présenté à l'école. Les élèves vivant sous le même toit qu'un proche ayant une vulnérabilité sur le plan de la santé peuvent également être exemptés.

leNouvelliste

COVID-19: Val-Marie sur la liste par erreur

BRIGITTE TRAHAN
Le Nouvelliste

TROIS-RIVIÈRES – L'école privée Val-Marie de Trois-Rivières s'est retrouvée par erreur sur la liste de la Collecte nationale quotidienne des cas de COVID-19 pour le réseau scolaire public et privé, le 11 septembre, au grand dam de sa directrice, Carla Cholet.

Il n'a pas été possible de parler à Mme Cholet, mais dans un courriel qu'elle a adressé à Radio-Canada, la directrice a affirmé qu'il n'y a aucun cas de COVID-19 dans son établissement et dit ne pas comprendre comment Val-Marie a pu se retrouver sur cette liste élaborée par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Cette liste a d'ailleurs été suspendue, le 10 septembre et remise en ligne mardi avec les corrections qui s'imposaient.

Le CIUSSS MCQ a d'ailleurs confirmé au Nouvelliste, mardi, qu'aucun cas de COVID-19 n'a été trouvé à Val-Marie. «Nous avons été surpris de l'erreur», indique la responsable des communications, Kellie Forand. Cette dernière explique que lorsqu'un cas se déclare, l'école communique l'information aux parents et aux membres du personnel immédiatement. «On ne devrait jamais apprendre ça par une liste comme ça», souligne-t-elle.

À la suite de la parution sur la liste de la Collecte nationale, cette école s'est aussi retrouvée automatiquement sur le site citoyen COVID Écoles Québec qui répertorie chaque jour, en temps réel, les cas de COVID-19 depuis le 26 août. L'information, affirme le site en question, «provient du public et est validée avec une copie de la lettre émise par la santé publique ou la direction de l'école.»

publié le nom de 17 écoles qui figuraient sur le site du gouvernement en date du 11 septembre. Val-Marie en faisait partie.

Plus tard dans la journée, COVID Écoles Québec a ajusté son tableau en parlant plutôt de 12 écoles provenant de la liste du gouvernement. Cette fois-ci, l'information est datée du 14 septembre. Val-Marie n'en fait plus partie. Toutefois, en après-midi, mardi, son nom figurait toujours sur la carte géographique des cas de COVID scolaires en Mauricie avec celui du Cégep de Trois-Rivières.

En conférence de presse vendredi dernier, le ministre de la Santé, Christian Dubé, disait justement: «Je n'aimerais pas qu'on mette faussement une école sur cette liste. C'est ça qui nous inquiète», rapportait La Presse. Le ministre Dubé avait alors précisé que cette liste pourrait être bonifiée afin d'indiquer le nombre de classes ou d'enfants retirés.

Selon la nouvelle liste du ministère du 14 septembre, on ne compte présentement aucun cas dans les écoles privées ou dans les centres de services scolaires de la Mauricie. Au Centre-du-Québec, une école de Sainte-Thérèse et une autre de Drummondville comptent des cas.

POUR VOIR LA PAGE PUBLIÉE PAR QUÉBEC :
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/covid-19/reseauScolaire_listeEcoles.pdf?1600113647

Du côté du Cégep de Trois-Rivières où un premier cas de COVID-19 a été confirmé il y a une semaine, 22 étudiants avaient été temporairement interdits de séjour dans l'établissement. Finalement, ce sont six étudiants qui ont dû être placés en isolement préventif à la suite de l'enquête épidémiologique. Les autres ont pu revenir

Toutefois, le 15 septembre, COVID Écoles Québec a

au collège.

Les six étudiants pourront revenir entre les 14 et 17 septembre, selon les recommandations qui leur ont été faites par la Santé publique. Ils ont pu communiquer avec leurs enseignants qui ont alors mis en place des accommodements qui leur ont permis de poursuivre leur apprentissage et d'éviter d'être pénalisés par la situation, indique Isabelle Bourque du service des communications.

Le Quotidien (tablette), 16 septembre 2020, page A21
Le Nouvelliste (tablette), 16 septembre 2020, page NA
La Voix de l'Est (tablette), 16 septembre 2020, page NA
Le Droit (tablette), 16 septembre 2020, page A26
La Tribune (tablette), 16 septembre 2020, page NA

leQuotidien

Le ministère de l'Éducation rapporte un total de 283 cas de COVID-19 dans 172 écoles

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC - Pas moins de 172 écoles ont recensé au moins un cas confirmé de la COVID-19 depuis la rentrée, selon les données gouvernementales mises à jour mardi.

Les chiffres dévoilés par le ministère de l'Éducation datent en fait de vendredi et concernent les établissements de niveaux préscolaire, primaire et secondaire, à travers les réseaux public et privé.

Le nombre de cas signalés parmi les élèves et membres du personnel s'élève à 283 infections diagnostiquées.

Les enfants qui fréquentent le réseau public en représentent la vaste majorité, avec 190 infections.

Lorsqu'un cas est identifié, l'école doit immédiatement transmettre aux parents une lettre les informant de la contamination et si leur enfant doit rester à la maison. De telles fermetures de classes sont survenues à 144 reprises en environ trois semaines.

Cette liste avait été temporairement retirée par le gouvernement, qui évoquait la nécessité d'ajuster son système de cueillette de données après que des erreurs s'y soient glissées.

Un père de Montréal, Olivier Drouin, avait pris l'initiative de répertorier les cas de la COVID-19 dans les écoles avant même le gouvernement. Il dit s'appuyer sur une approche participative, avec les lettres émises par les autorités sanitaires et scolaires qu'on lui fait parvenir. Mardi matin, son site COVID Écoles Québec recensait 307 écoles comptant au moins un cas du nouveau coronavirus.



CSS Marie-Victorin : Plus de 250 M\$ pour la construction et la revitalisation d'écoles



Juliette Poireau

Plus de 250 M\$ seront investis dans la construction et la réfection d'écoles du Centre de services scolaire Marie-Victorin, selon la décision du ministère de l'Éducation dans le cadre du Plan québécois des infrastructures 2020-2030.

Cette somme permettra la réalisation de 10 projets de construction, d'agrandissement ou de rénovation.

En effet, 16 classes seront ajoutées à l'école primaire Saint-Laurent pour le coût de 15,2 M\$, 16 autres à l'école de Normandie pour 17,7 M\$ et 16 encore à l'école Rabeau pour 17,8 M\$. L'école Paul-Chagnon sera, quant à elle, élargie de 10 classes avec un investissement prévu de 12,6 M\$.

L'immeuble du boulevard Quinn sera remplacé pour y construire une école de 22 classes avec 26 M\$. Cette annonce répond d'ailleurs à une demande de Catherine Fournier, députée de Marie-Victorin, et s'ajoute aux 18 M\$ investis pour l'agrandissement de l'École Christ-Roi, l'an dernier.

« L'école neuve du Vieux-Longueuil répondra à un besoin critique de nouvelles classes pour nos enfants, alors que les roulottes se multiplient dans les cours, par manque chronique d'espace, mentionne la députée. Il y a eu une explosion de jeunes familles dans ce secteur et plusieurs vont être rassurées de la concrétisation de ce projet attendu depuis longtemps. »

Une école primaire de 32 classes sera construite à Brossard pour 33,5 M\$, tandis qu'un autre établissement primaire de 46 classes sera bâti dans l'arrondissement de Saint-Hubert pour 49,3 M\$.

Au niveau secondaire, 5 M\$ seront injectés afin de réaménager l'espace vacant de l'école Jacques-Rousseau et y ajouter 240 nouvelles places aux étudiants. De plus, 300 places seront ajoutées à l'école Saint-Edmond pour 34,9 M\$, tandis que les 39 M\$ restants serviront à ajouter 500 places à l'école internationale Lucille-Teasdale.

Ces sommes découlent d'une enveloppe totale de plus de 696 M\$ destinée à investir dans les infrastructures d'éducation de la Montérégie, dont 439,3 M\$ pour 24 projets de construction ou d'agrandissement d'écoles et 257 M\$ pour des projets de rénovations.

D'ailleurs, plus de 80 M\$ sont octroyés au Centre de services scolaire des Patriotes.

D'autres besoins dans Marie-Victorin

Catherine Fournier tient néanmoins à rappeler deux projets « essentiels » dans sa circonscription, notamment la reconstruction de l'ancienne école Notre-Dame, à l'angle du boulevard Desaulniers et de la rue Duvernay, dont l'ouverture permettra de subvenir aux besoins d'espace engendrés par le développement immobilier dans le secteur du métro Longueuil, ainsi que la reconstruction du centre d'éducation pour adultes Le Moyne-D'Iberville, dont le bâtiment est complètement vétuste.

« Je continuerai de mettre toute la pression nécessaire auprès du cabinet du ministre de l'Éducation pour que ces deux autres projets soient autorisés au cours de la prochaine année », assure la députée.



ACTUALITÉS ÉDUCATION

Dominique Fortier // dfortier@lexismedia.ca

Des parents dénoncent l'incohérence des mesures sanitaires imposées

COVID-19

Serge Therrien et Sonia Lavoie sont les parents de trois garçons qui fréquentent les deux écoles de Cap-Chat. Ils remettent sérieusement en question les mesures jugées incohérentes de la Santé publique qui sont mises en place dans les différents établissements scolaires.

Les parents ne s'expliquent pas comment les mesures peuvent prévenir efficacement le risque de contagion dans la mesure où plusieurs d'entre elles sont contradictoires. « Tout d'abord, il y a l'autobus où 17 élèves sont entassés les uns contre les autres à moins d'un mètre de distance et qui ne proviennent pas tous de la même bulle de classe », évoque Serge Therrien. Une fois arrivés à l'école, les enfants vont chacun dans leur classe respective où le masque n'est pas obligatoire pour les plus jeunes. « À la pause, chaque classe a son module de jeu attiré chaque jour mais à quel point peut-on efficacement contrôler les allers et venues des enfants en bas âge? Est-ce qu'il y a une désinfection systématique de ces modules qui se fait chaque jour? », se questionne Sonia Lavoie.

Les parents soulèvent également un autre questionnement, soit le fait que leurs trois enfants sont dans trois classes différentes. « Si un de mes trois garçons contracte le virus, est-ce qu'ils vont retirer les élèves des trois classes? C'est une question légitime puisque nous ne sommes pas les seuls dans cette situation. De plus, je m'occupe d'un foyer d'accueil donc je ne peux pas me permettre un risque de contagion accru », fait valoir Sonia Lavoie. Cette dernière aurait préféré que le ministère de l'Éducation offre le choix aux

parents de continuer le cursus scolaire en mode virtuel. « La seule façon que nous avons de poursuivre les cours en Zoom, c'est d'aller chercher une approbation d'un médecin. Dans les circonstances actuelles, avec les risques de contagion qui sont très présentes, j'aurais aimé. »

ÉCOLES SOUMISES AUX MESURES SANITAIRES

Du côté du Centre de services scolaire des Chic-Chocs, on admet qu'il existe certaines incohérences dans les mesures qui doivent être appliquées. « Oui il y a des choses qui ne font pas de sens. Par exemple, dans les autobus, on ne peut pas respecter la bulle classe car les élèves ne proviennent pas tous du même quartier. Toutefois, ce qu'on explique aux gens c'est qu'on doit mettre en place ce que nous dicte la Santé publique. À partir du moment où je m'assure que les règles sont respectées et que le matériel sanitaire et de protection est là, il faut vivre avec la réalité terrain », explique la directrice générale, Deslilas Fournier.

Le cas de Sonia Lavoie et Serge Therrien, avec trois enfants ne fréquentant pas les mêmes classes, n'est pas unique. « Ce sont des questions que les directions générales posent souvent au ministre de l'Éducation et au sous-ministre avec qui nous avons dorénavant un canal de communication plus direct. Or, dans ces cas, c'est la direction de la Santé publique qui prendra ces cas en charge et qui tranchera », précise Deslilas Fournier.

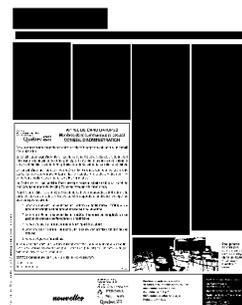
Pour ce qui est des symptômes pouvant s'apparenter à ceux de la Covid-19, on précise que la responsabilité est partagée. Or, les parents doivent aussi prendre toutes les précau-

tions nécessaires avant d'envoyer leur enfant à l'école. Dans le doute, vaut mieux garder l'enfant à la maison. À cet effet, Roxanne, une étudiante à la formation des adultes, a vécu une situation similaire à sa première journée de classe. « J'avais des écoulements nasaux dus à des allergies. Ça revient chaque année. Malgré tout, je n'ai jamais pu aller à mes cours tant que je n'avais pas eu le feu vert de la santé publique », raconte-t-elle.

Si cette situation a eu pour effet que l'étudiante a raté ses premiers jours de cours, on explique que la prévention doit primer. « C'est clair qu'on ne peut pas accueillir des élèves qui présentent des symptômes. On n'a aucune marge de manœuvre ni de chance à prendre. Il faut penser à la protection collective. C'est ce que la Santé publique et le ministère de l'Éducation nous répète », ajoute Deslilas Fournier.

OBLIGATION ET NON UN CHOIX

S'il en revenait aux parents de choisir d'envoyer ou non leurs enfants à l'école lors des dernières semaines de cours de l'année scolaire précédente, ils n'ont plus ce choix aujourd'hui. Or, devant cette obligation, il risque tout de même d'avoir des enfants qui seront retirés des classes par mesure préventive ou autre par la direction de la Santé publique.



Dans ce contexte, le Centre de services scolaire des Chic-Chocs a mis en place une école virtuelle où les étudiants pourront poursuivre leurs apprentissages à distance. Cette école sera gouvernée par une direction indépendante avec des enseignants qui ne peuvent pas travailler dans les écoles pour des raisons de santé. «Ce sera comme une vraie école avec tous les outils nécessaires. Nous sommes optimistes quant à la réussite de

cette alternative.»

L'année scolaire s'annonce donc unique et particulière avec toute les mesures mises en place. Mince consolation pour Deslilas Fournier, cette situation aura permis d'outiller plus rapidement les élèves et les enseignants avec du matériel technologique pour contribuer à la réussite scolaire.

Malgré une somme importante consacrée aux Laurentides

Les écoles du « nord » délaissées par Québec

MAXIME COURSOL

mcoursol@inmedias.ca

La ministre responsable des Laurentides, Sylvie D'Amours, annonçait le 2 septembre des investissements de plus de 570 millions de dollars (M\$) pour la construction, la rénovation et l'agrandissement d'écoles dans la région. Or, au nord de Saint-Jérôme, un seul projet a été retenu.

La part du lion (452,4 M\$) de ce montant ira pour des projets de construction d'écoles neuves et d'agrandissement d'écoles existantes. Au total, 22 projets ont été retenus, dont 21 dans les Basses-Laurentides, là où demeure la très grande majorité des habitants de la région et où on assiste, depuis 20 ans, à une explosion de la population. Le Grand Saint-Jérôme est particulièrement visé, avec 8 projets.

Le seul projet retenu dans les Hautes-Laurentides est celui, déjà annoncé, du pavillon Tournesol au Campus primaire de Mont-Tremblant, où s'ajouteront 4 classes préscolaires et un gymnase, pour la somme de 8,3 M\$.

« LE RATTRAPAGE EST EN COURS »

Comment explique-t-on que le « nord » soit autant négligé, alors que les besoins y sont importants? La ministre D'Amours plaide les besoins criants pour

de nouvelles écoles dans le sud des Laurentides, qui a été négligé depuis des années. De plus, le ministère de l'Éducation comme les centres de services scolaires se basent sur les prévisions des besoins à venir, dans les prochaines années, pour choisir où l'on investira dans de nouveaux bâtiments.

« Je tiens à souligner que nous annonçons aujourd'hui des investissements pour l'année 2020-2021, a par ailleurs déclaré la ministre D'Amours. Le ministère de l'Éducation a un plan 2020-2030 pour l'ajout d'espaces pour les élèves et le maintien d'actifs en milieu scolaire, d'autres annonces sont donc à venir au cours des prochaines années. »

La région des Laurentides est l'endroit au Québec où la population croît le plus rapidement. C'est pourquoi, sur une somme totale de 1,6 milliard de dollars pour toutes les écoles de la province cette année, on consacre 570 M\$ aux Laurentides. Le député de Saint-Jérôme et président du caucus des députés de la CAQ des Laurentides, Yuri Chassin, a par ailleurs rappelé que depuis les compressions budgétaires des années '90, la région n'avait jamais reçu l'argent nécessaire pour répondre à ses besoins en éducation. « Le rattrapage est en cours, a-t-il soutenu, c'est une grosse nouvelle pour l'ensemble des Laurentides. » ?



La gestion de cas dans les écoles bien prise en main, assure le CIUSSS

Pour que la gestion des cas de COVID-19 dans les écoles se fasse de façon efficace et rapide, chaque direction est rattachée à une personne contact à la Santé publique du CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec.

CYNTHIA GIGUÈRE-MARTEL
cynthia.martel@journalexpress.ca

«Un peu avant la rentrée scolaire, la Santé publique a rencontré les RLS (réseaux locaux de services) de la région en lien avec les écoles pour être en mesure d'avoir un point de contact entre la Santé publique et chacune des écoles advenant un cas positif ou qu'on soupçonne (...) On a fait ça pour qu'on ne se sente pas dans la tour des fous dans Astérix et Obélix! Ce qu'on a voulu faire, c'est d'être en mesure de répondre le plus rapidement possible aux écoles et d'être le plus agiles afin d'intervenir rapidement», indique Caroline Guertin, directrice adjointe des services de soins ambulatoires de santé primaire et de la gestion des maladies chroniques.

Concrètement, dès qu'un élève ou un membre du personnel est déclaré positif, la direction de l'école peut aussitôt se référer à sa personne-ressource pour travailler en étroite collaboration

avec la Santé publique afin d'identifier les contacts.

«La Santé publique pourra ainsi délimiter l'échantillonnage au niveau du dépistage pour que [les actions qui en découleront] soient posées le plus rapidement possible. Il est certain que la bulle-classe où se trouve le cas sera dépistée au complet. Pour le reste, l'évaluation des risques va en dire beaucoup sur la façon qu'on va procéder au dépistage : est-ce qu'on attend les autres résultats avant de l'étendre ou bien on l'élargit immédiatement? Ce qu'on veut, c'est d'éviter le plus possible la propagation et la transmission du virus et en cas de doute, la Santé publique va préférer dépister que faire une flambée de COVID», explique Mme Guertin,

La Santé publique est au bout du fil également pour les écoles en cas de questionnement ou pour un cas que l'on suspecte.

«Il y a une différence, c'est certain, entre des nez qui coulent, un cas positif ou un cas suspecté. Donc avec les faits donnés par le directeur, la recette va se mettre en place en lien avec cela», souligne-t-elle.

La mise en quarantaine d'une bulle-classe sera ordonnée par la Santé publique.

«La décision sera prise en tenant compte des risques, du nombre de cas sortis positifs, des contacts, etc.). Je vous dirais qu'on va être assez réactif, d'où l'importance d'avoir mis l'ancrage entre la direction et la Santé publique», soutient-elle.

Si le nombre de personnes à dépister est significatif, il n'est pas interdit que la Santé publique dépêche la clinique mobile.

En ce qui a trait au délai pour obtenir un résultat, Mme Guertin fait savoir qu'il est de 24 à 48 heures. «Mais on travaille à être de plus en plus rapide pour se maintenir à 24 heures. Pour ce qui est des résultats négatifs, le délai est plus long, c'est pour cette raison maintenant qu'on demande une adresse courriel. Si c'est négatif, un message automatisé est envoyé. On vient ainsi augmenter notre rapidité».



Renée-Claude Doucet // rcdoucet@lexismedia.ca

Québec verse 200 000 \$ pour encourager la réussite éducative

GRAPPE ÉDUCATIVE MONTCALM
Le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, était récemment de passage dans Montcalm afin de procéder à une importante annonce touchant le projet Grappe éducative Montcalm chapeauté par le Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm; une aide financière de 200 000\$ est accordée à l'organisme en vue du déploiement du programme axé sur la réussite éducative.

Le projet Grappe éducative Montcalm vise notamment l'accompagnement, l'encadrement et le soutien des jeunes de 0 à 35 ans dans leur parcours de qualification en vue de l'obtention d'un diplôme. L'aide financière non récurrente accordée permettra l'embauche d'une infirmière qui assurera la mise en place des activités auprès de la clientèle visée ainsi que celle d'autres ressources professionnelles complémentaires.

« Le projet du Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm est une initiative inspirante, qui s'inscrit dans l'esprit de nos efforts afin d'aider nos enfants et nos jeunes à développer leur plein potentiel, notamment en favorisant un dépistage précoce des écarts de développement pour intervenir plus efficacement, a souligné le ministre Carmant. Nous sommes fiers de soutenir l'organisme dans le déploiement de ce projet et leurs actions ciblées auprès des familles de la communauté. »

Le député de Rousseau, Louis-Charles Thouin, présent lors de l'annonce, a pour sa part souligné l'importance de mettre en place les conditions favorables à la scolarisation et à la qualification des jeunes d'ici.

« Le projet qui a été développé par le Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm est inspirant et peut compter sur mon entière collaboration », a-t-il mentionné.

EN BREF:

Le projet Grappe éducative Montcalm se décline en plusieurs volets. Il est notamment souhaité :

- d'offrir un suivi systématique à la femme enceinte en situation vulnérable ou à risque et à son enfant jusqu'à l'entrée à la maternelle;
- d'assurer un accompagnement élargi et un encadrement au besoin auprès de la famille;
- d'augmenter la fréquentation des services de garde en accompagnant les familles vulnérables dans l'intégration de leurs enfants;
- de faciliter le dépistage précoce pour intervenir efficacement;
- de favoriser, par l'accompagnement, l'accès aux classes de maternelle 4 ans pour les familles vulnérables;
- d'assurer, par l'entremise d'une ressource, un suivi à chacune des périodes de transition importantes de la vie de l'enfant;
- d'offrir un parcours de formation non traditionnel pour les jeunes adultes à risque de décrocher.



Éducation

Investissement de 61 M\$ pour la construction et le remplacement d'écoles

Emma Jaquet | Collaboration spéciale

Le député de Borduas et ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, a annoncé l'investissement de près de 61 millions de dollars pour des projets de construction et d'agrandissement d'écoles dans la région.

« On a vu au cours des dernières années les besoins d'espace qu'on a notamment à Belœil, à McMasterville et à Otterburn Park », souligne Simon Jolin-Barrette. Une école de 16 classes sera construite dans le secteur de Belœil, McMasterville et Saint-Mathieu-de-Belœil, pour un montant total de 22,3 millions de dollars. L'endroit où l'école sera construite n'a pas encore été décidé.

En conférence de presse le 3 septembre, Simon Jolin-Barrette a également affirmé que les écoles primaires Notre-Dame 1 et 2 à Otterburn Park seront remplacées par un nouveau bâtiment. Denis Parent, maire d'Otterburn Park, explique qu'il y aura des classes supplémentaires. « En ce moment, on a 24 classes, mais on rajoute 8 classes de maternelle 4 ans; on est rendu à 32 classes. On ne peut pas mettre plus de deux étages à Notre-Dame parce que le zonage ne le permet pas. » M. Parent espère donc qu'une partie des classes seront construites dans une autre école qui pourrait voir le jour dans le futur développement Le Patriote.

Le montant alloué pour le remplacement des deux écoles Notre-Dame totalise 30,5 millions de dollars. L'ajout d'espace s'élève à 5,7 millions de dollars.

Aucune date

Pour le moment, aucune date n'a été annoncée concernant la construction et le remplacement d'écoles. « L'objectif, c'est le plus rapidement possible. Le Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) doit

travailler avec les municipalités, notamment au niveau des lieux d'établissement pour l'implantation des écoles. Il y a aussi une démarche à faire avec les appels d'offres », souligne Simon-Jolin-Barrette.

Des classes modulaires à Belœil

Un montant de 2,6 millions de dollars est accordé pour l'ajout de quatre classes modulaires à l'école Au Coeur-des-Monts à Belœil. Au printemps, le CSSP avait lancé l'appel d'offres avant d'avoir obtenu une réponse du ministère de l'Éducation concernant la demande de financement. Ces classes modulaires sont déjà installées et disponibles depuis le début des classes. L'école accueille 614 élèves, alors que la capacité permise est de 550 élèves. Les enfants du préscolaire demeurant dans le quartier ont été transférés à l'école Saint-Mathieu. Selon le CSSP, ces classes permettent aux enfants d'avoir accès au service de garde du quartier. Ces modulaires servent à libérer aussi les espaces communs. ■



Simon Jolin-Barrette.
Photo François Larivière | L'Œil Régional ©



NOUVELLES RÉGIONALES

Mont-Saint-Hilaire

Les élèves du quartier de la gare réclament une école plus verte

Denis Bélanger | L'Oeil Régional

Les élèves de l'école Paul-Émile-Borduas (quartier de la gare) ont réussi à obtenir l'écoute des élus de Mont-Saint-Hilaire, qui prioriseront plusieurs actions en matière d'environnement pour le bienfait de l'établissement d'enseignement ainsi que pour la communauté.

Les élèves avaient déposé en décembre dernier 13 recommandations qui ont été analysées par le Comité consultatif de l'environnement et du développement durable (CCEDD) de Mont-Saint-Hilaire. Le comité a ensuite suggéré à la Ville de prioriser sept grandes actions. Dans certains cas, des études approfondies s'imposent.

La Ville va notamment discuter avec la MRC pour lui demander de fournir un bac de compostage à l'école ainsi que de donner une aide financière pour l'acquisition de petits bacs de compostage pour les mouchoirs dans les salles de toilettes. Mont-Saint-Hilaire veut aussi fournir à l'école des boîtes de récupération de batteries et de cellulaires, et appuyer un concours d'art pour la création d'affiches par les enfants sur la disposition des appareils électroniques.

La Ville proposera aussi un projet à l'organisme Arbre Évolution dans le cadre de son Programme de reboisement social afin de reboiser des zones autour de l'école et au parc de la Gare. Les responsables de l'école seront aussi mis en contact avec le Réseau des fermiers de famille afin que

l'établissement devienne un point de chute pour les paniers de légumes de producteurs de la région.

Les autres actions à prioriser concernent l'ajout de poubelles pour les parcs du quartier, la mise en place de mesures pour favoriser l'économie d'eau potable ainsi que l'évaluation de la faisabilité d'électrifier la flotte d'autobus scolaires.

Des petits pas qui mènent loin

Ces actions à venir découlent d'une initiative de l'enseignant de 5^e année, Philippe Rondeau. Dans la foulée du mouvement de marches pour le climat porté par Greta Thunberg en septembre 2019, l'enseignant de Paul-Émile-Borduas a voulu développer la fibre citoyenne de ses élèves en leur proposant de marcher eux aussi. « Je voulais leur montrer qu'on pouvait aussi participer à un mouvement mondial. Ça a fait un effet boule-de-neige dans l'école et plusieurs autres enseignants ont embarqué. Nous étions tous nouveaux dans cette équipe. Ça a permis de donner une certaine couleur à notre école qui venait d'ouvrir. »

Les jeunes de l'école ont ainsi marché jusqu'au parquet de l'hôtel de ville de Mont-Saint-Hilaire où ils ont été reçus par le conseiller Émile Grenon Gilbert, bien connu pour ses positions écologistes et aussi membre du CCEDD. « Il nous a tendu la perche pour en faire plus. Un comité environnement a été formé et des demandes ont été ainsi formulées au conseil municipal. Je suis content de voir l'engouement que tout ça a créé », ajoute

M. Rondeau, qui a une vingtaine d'années d'expérience en environnement.

De son côté, Émile Grenon Gilbert tient à rendre le crédit aux jeunes. « Excellente initiative des jeunes de l'école Paul-Émile-Borduas. Une jeune m'avait même dit : "c'est de notre futur qu'il est question quand même". On ne peut qu'encourager ces jeunes qui prennent leur avenir en main! Bravo au conseil de ville de leur tendre la main! » ■



Pandémie: un statut spécial pour deux petites écoles des Etchemins

SERGE LAMONTAGNE
redaction@lavoixdusud.com

ÉDUCATION. Dans le contexte des mesures mises de l'avant par la Santé publique et le ministère de l'Éducation pour la rentrée scolaire, deux écoles de la MRC des Etchemins profitent d'un statut particulier qui permet aux élèves de 5^e et de 6^e année d'être exemptés du port du masque en tout temps dans les murs de leur milieu d'enseignement.

Après l'apparition des « bulles-classes » à la fin de la dernière année scolaire, place maintenant au concept des « bulles-écoles » à l'école Petite-Abeille de Saint-Cyprien, qui compte 17 élèves en 2020-2021, ainsi qu'à l'école Arc-en-Ciel de Saint-Camille avec ses 21 élèves.

Le directeur général du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin, Normand Lessard, a souligné que son organisation avait déposé, dans les jours précédant la nouvelle année scolaire, une demande auprès de la Santé publique afin que cette dernière reconnaisse le concept de « bulles-écoles » pour ces deux institutions scolaires.

« La direction de la Santé publique a autorisé cette exemption pour nos deux plus petites

écoles et ça faisait beaucoup de sens à nos yeux. Dans le fond, ce qu'on veut, c'est avoir un milieu sain où les élèves sont en sécurité et ça rejoignait tous les critères de la Santé publique, alors on est bien heureux pour eux », précise-t-il.

Ces deux établissements sont les deux seules écoles du CSSBE qui profitent d'une telle exemption. « Les deux demandes venaient de notre part, mais nous sommes persuadés que ça rejoignait les demandes du milieu », poursuit le dirigeant.

Soulignons que pour les deux écoles, les enseignants et les membres du personnel doivent en tout temps porter le masque et respecter une distance physique de deux mètres entre les élèves. Tout membre du personnel qui est à moins de deux mètres d'un autre individu doit porter un masque de procédure et une protection oculaire. Les élèves de 5^e et 6^e années doivent, comme partout ailleurs, porter leur masque dans le transport scolaire et le lavage des mains demeure obligatoire pour tous.

Soulignons que du côté du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud, aucune école du territoire ne profite du statut d'école-bulle pour le moment et qu'aucune demande en ce sens n'a été déposée auprès de la Santé publique.

POUR NOS PETITS MILIEUX

Nathalie Lessard et Lyne Ménard, qui sont respectivement directrices des écoles de Saint-Camille et Saint-Cyprien, reconnaissent que la mise en place du concept de bulle-école est un avantage marquant pour leurs deux établissements et que cela permet aux élèves de retrouver un semblant de normalité.

« Dans les écoles de plus grande taille, où il y a plus d'élèves ou de groupes, on a les « bulles-classes » et entre chaque bulle-classe, on doit avoir une distanciation d'un mètre entre les classes. Ici, les élèves de tous les niveaux peuvent être près l'un de l'autre, car nous sommes une bulle-école », précise-t-elle que ce concept est ce qui se rapproche de la situation pré-COVID. « Tant que nous n'avons pas de nouvelles directives, on va fonctionner comme cela », conclut-elle.

UNE BÉNÉDICTION



Rentrée en douceur dans les écoles de la région

SERGE LAMONTAGNE

redaction@lavoixdusud.com

ÉDUCATION. En vigueur depuis quelques jours, la rentrée scolaire s'est effectuée de façon positive en Bellechasse-Etchemins.

Port du masque dans les écoles et autobus à partir de la 5e année, respect de la distanciation physique, lavage des mains et distanciation physique, toutes les mesures étaient en place pour assurer un retour sécurité dans les établissements scolaires, tant pour les élèves que pour le personnel.

«On avait eu une bonne pratique en juin avec le primaire. Les jeunes s'adaptent bien et ont bien collaboré, tout comme le personnel. Le tissage social dans nos communautés est fort et les gens veulent que l'école soit et demeure ouverte. Toutes les mesures qui nous sont imposées, les gens les connaissent,

car ils ne veulent pas être confinés une deuxième fois», mentionnait le directeur général du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemins, Normand Lessard, dans un entretien la semaine dernière. Mentionnons que la rentrée, en Beauce-Etchemin, avait lieu le vendredi 28 août.

CÔTE-DU-SUD

Au Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud, où la rentrée a eu lieu le lundi 31 août, le directeur général Jean-Marc Jean souligne lui aussi que tout s'est bien déroulé, que l'exercice est exigeant, notamment pour le personnel, et que les défis restent grands, surtout au secondaire.

«Au primaire, on a eu une bonne pratique avec le retour en classe au mois de juin. Les élèves doivent s'habituer à demeurer dans le même local et avec le même enseignant. Il faut

s'assurer du respect du concept de bulle-classe et éviter que les groupes se mélangent. Au secondaire, les élèves doivent aussi apprendre à demeurer dans le même local et ce sont les enseignants qui se déplacent. Ça demande une importante gymnastique dans l'organisation des horaires et de nos activités au quotidien. On doit sensibiliser nos élèves à respecter le concept de bulle-classe le plus possible, sans oublier le port du masque et le respect de la distanciation physique dans leurs déplacements.»



Centre de services scolaire des Patriotes

Création du conseil d'administration

Le Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) est en appel de candidatures pour son conseil d'administration.

La loi 40, nommée par certains syndicats comme étant la réforme Roberge, a évincé les commissaires élus. Ceux-ci sont remplacés par un conseil d'administration composé de quinze membres, soit cinq membres des comités de parents, cinq membres du personnel scolaire et cinq représentants de la communauté.

Le (CSSP) lance son appel de candidatures visant à combler les 15 postes d'administrateurs de son conseil d'administration. Les membres de la communauté qui satisfont aux critères d'admissibilité ont jusqu'au 28 septembre pour soumettre leur candidature. Le conseil entrera en fonction à partir du 15 octobre.

Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration du CSSP sera composé de personnes compétentes, aux profils diversifiés et reconnues par leur milieu.

Le président et le vice-président seront désignés parmi les membres parents lors de la première séance publique du conseil d'administration. La date sera annoncée ultérieurement.

Un investissement à prendre au sérieux

Mission

La mission d'un centre de services scolaire est de soutenir les établissements d'enseignement, de les accompagner en leur rendant accessibles les biens et services et en leur offrant les conditions optimales leur permettant de dispenser aux élèves des services éducatifs de qualité. Pour ce faire, le centre de services scolaire organise les services éducatifs offerts dans ses établissements et s'assure d'une saine gestion des fonds publics.

Engagement

L'engagement des membres du conseil d'administration se traduira annuellement par 55 à 70 heures de travail en préparation et en participation à des comités de travail et à des séances publiques au cours desquelles sont adoptés les orientations et les grands encadrements de l'organisation ainsi que le budget. Environ six séances du conseil d'administration et trois ou quatre rencontres de comité de travail sont prévues chaque année, en soirée.

Qui peut poser sa candidature pour en être membre?

Parents et employés

Le parent d'un élève domicilié sur le territoire du CSSP qui est membre d'un conseil d'établissement ainsi que représentant au comité de parents peut se porter candidat, de même qu'un employé qui est membre d'un conseil d'établissement, d'une direc-

tion d'établissement et un membre du personnel d'encadrement. Les personnes admissibles recevront les documents de mise en candidature de la part du directeur général.

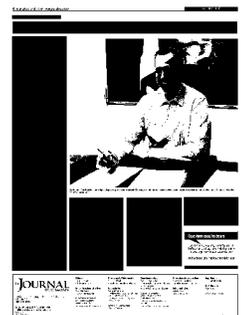
Représentants de la communauté

En plus d'être domiciliés sur le territoire du CSSP et de ne pas être membres du personnel, les représentants de la communauté doivent poser leur candidature pour l'un ou l'autre des cinq profils suivants.

- Détenir de l'expérience en matière de gouvernance, d'éthique, de gestion des risques ou de gestion des ressources humaines
- Détenir de l'expérience en matière financière ou comptable ou en gestion des ressources financières ou matérielles
- Être issu du milieu communautaire, sportif ou culturel
- Être issu du milieu municipal, de la santé, des services sociaux ou des affaires
- Être âgé de 18 à 35 ans

Comment présenter une candidature?

Tous les détails et le formulaire dans le but de soumettre une candidature pour les représentants de la communauté sont publiés au csp.ca. (JCN)



Alloprof

Nouvelle plateforme éducative et intelligente

Alloprof, l'organisme d'aide aux devoirs, dévoile le fruit de près d'un an de travail : une toute nouvelle plateforme Web à la fine pointe de la technologie afin de soutenir les jeunes élèves et leurs parents dans la persévérance scolaire.

Alloprof entrevoit une importante croissance de la demande pour ses services en ligne et propose dorénavant une expérience globale améliorée et plus rapide.

La nouvelle plateforme d'Alloprof (www.alloprof.qc.ca) intègre un outil de recherche guidée facilitant la recherche de sujets, de contenus, de matières et d'exercices, autant sur ordinateur que sur appareil mobile, ainsi que des recommandations de contenu selon le profil de l'utilisateur. Afin de rendre l'apprentissage encore plus intuitif, la navigation et l'ergonomie ont été simplifiées, et de nouvelles images et vidéos ont été intégrées à la plateforme.

« Ce que l'on souhaite, c'est que les importantes améliorations mises en place contribuent à l'augmentation de la réussite scolaire des élèves. Les jeunes apprennent tous à leur manière, et ces nouvelles fonctionnalités promettent d'accroître la capacité de la plateforme à personnaliser l'expérience de l'apprentissage et donc de doubler l'utilisation des services d'Alloprof d'ici trois ans », soutient Sandrine Faust, directrice générale et cofondatrice d'Alloprof.

D'ici trois ans, l'organisation prévoit aider 80 % des élèves du Québec, alors qu'elle en soutient actuellement 55 % par année. Au total, l'organisme veut atteindre 100 millions d'accompagnements annuels d'élèves et de parents (pour 47 millions en 2019-2020, soit une augmentation de 113 %).

Le vent dans les voiles

En plus d'avoir intégré des milliers de pages Web résumant plus de 3000 notions scolaires dans la nouvelle plateforme, Alloprof en a profité pour revoir son identité virtuelle. En effet, Flo, un petit personnage taquin, devient officiellement le visage d'Alloprof. « Sympathique et rieur, il se veut une présence rassurante et constante pour accompagner les jeunes, les parents et les enseignants sur notre site Web et se pointe le bout du nez dans nos outils numériques et imprimés. Son visage est très expressif, c'est comme un émoji! », se réjouit Marc-Antoine Tanguay, porte-parole et directeur de la stratégie d'Alloprof.

Le ministre de l'Éducation et député de Chambly, Jean-François Roberge, ajoute : « De toute évidence, le numérique a un rôle à jouer dans la formation des élèves, et ce rôle est appelé à grandir dans les mois et les années à venir. Par ailleurs, nous avons pour nos jeunes des objectifs ambitieux de taux de diplomation et de développement de leur compétence numérique. Au Québec, Alloprof est déjà présent dans ces deux sphères avec un site Web riche,

alimenté par des enseignants, vers lequel se tournent naturellement des centaines de milliers de jeunes et de parents pour consolider les apprentissages. Nous sommes heureux d'investir dans ce projet majeur d'Alloprof qui a l'ambition de contribuer à l'atteinte de nos grands objectifs éducatifs, malgré les défis posés par la COVID-19. »

Selon une récente étude Ipsos (2020), la gratuité, l'accessibilité aux services partout au Québec, l'aide en ligne ainsi que le contenu éducatif primaire et secondaire font en sorte que 92 % des jeunes et 96 % des parents recommandent Alloprof. La nouvelle plateforme viendra renforcer cette expérience que les Québécois aiment tant depuis bientôt 25 ans.

Alloprof annonce également qu'une vaste étude sur l'impact de sa nouvelle plateforme et de ses fonctionnalités avancées sur la réussite scolaire des élèves sera menée au cours des trois prochaines années par le professeur Thierry Karsenti, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur le numérique en éducation. Cette étude aidera notamment l'organisme à bonifier ses outils pour améliorer



continuellement sa contribution à l'éducation au Québec.

À propos d'Alloprof

Alloprof engage les élèves du Québec et leurs parents dans la réussite éducative en leur offrant gratuitement des services professionnels et stimulants de soutien scolaire. L'an dernier, l'organisme aura aidé plus de 700 000 élèves et parents. (JCN)

Rentrée scolaire 2020

80% des jeunes se disent moins motivés, comment les encourager?

HÉLÈNE DESGRANGES

hdesgranges@inmedias.ca

Les résultats de sondage sont inquiétants. Deux tiers des Québécois se disent préoccupés par la réussite scolaire des élèves cette année. En mai, 80% des jeunes se disaient moins motivés envers leurs études. Deux options existent alors: lâcher ou persévérer. Le Comité action persévérance (CAP) a fait le deuxième choix et a dépassé les actions nationales suggérées pour s'adresser directement aux jeunes de la région.

Le milieu de l'éducation et celui des affaires se sont réunis à quelques jours de la rentrée pour poser des actions concrètes, afin de soutenir les jeunes de la MRC Antoine-Labelle dans leur retour aux études. Ils étaient tous inquiets des impacts de la pandémie et des contraintes qu'elle a apportées et continuera d'imposer aux jeunes.

Alexandra Vézina, agente de développement au CAP, a mis en lumière la réalité qui touche les jeunes. L'absence d'option sport en cette année scolaire 2020 et le port du masque sont autant de sources de décrochage qui font s'inquiéter les adultes qui désirent appuyer les jeunes. D'autres inquiétudes étaient déjà présentes. « Certains pensent qu'ils sont riches avec le salaire minimum, à 32h par semaine, qu'ils ont gagné cet été », mentionne-t-elle.

C'est à l'automne, avant même le confinement et le déclenchement de la crise sanitaire, que le CAP a relevé les risques qui attendaient les jeunes dès la rentrée 2020. Julie Bellavance, directrice du Centre de services scolaire Pierre-Neveu (CSSPN) souligne que la pénurie de personnel dans la région fait en sorte que de plus en plus d'étudiants travaillent.

Que des élèves de secondaire 3 soient en mode travail, déjà, cela devrait être un avertissement des risques à venir, soutient Mme Bellavance. Les partenaires du CAP s'inquiètent. Ces jeunes d'aujourd'hui seront les travailleurs de demain, des parents en devenir. Que souhaitons-nous comme société? Alors que le CSSPN était parvenu à se mettre au niveau des statistiques provinciales en termes de décrochage scolaire,

le risque est grand de voir les efforts consentis tomber à l'eau.

COMMENT LES MOTIVER?

La région connaît plutôt bien le projet « J'aime ça, tu m'encourages » réalisé chaque année. Consistant à écrire un petit mot d'encouragement à un jeune du milieu pour l'inciter à persévérer, Alexandra Vézina rappelle que cette action peut être posée en tout temps et partout. Un petit mot le matin sur la porte du frigo ou dans l'auto est déjà un bon départ.

**Des secondaires 3 qui travaillent
« beaucoup, on n'avait pas vu cela
depuis longtemps. »**

- Julie Bellavance

Déjà prêt à contrer les probabilités, le CAP avait déjà publié des feuillets pour les employeurs et les parents qui expliquaient comment encourager les jeunes à poursuivre leurs études tout en les laissant prendre de l'autonomie et de l'expérience dans le monde du travail.

Avec la venue du mouvement national pour la persévérance scolaire « Tous ensemble pour eux », le CAP a décidé d'y aller d'outils supplémentaires propres à la région. Des autocollants « Complice de la réussite des jeunes » devraient donc prochainement être vus sur les voitures et dans les vitrines des commerces et trois vidéos ont été tournées. ?

VIDÉOS POUR ENCOURAGER LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

Trois vidéos circulent présentement sur le Web. La première s'adresse à tous les élèves et est réalisée avec des enfants du CPE la Fourmière qui donnent leur vision de la persévérance. Mignon et un brin comique, le message véhiculé par la vidéo n'en est pas moins important et devrait rester gravé dans les esprits.

Le deuxième tournage a permis à des employeurs de donner leur version de la conciliation études-travail, afin d'aider les jeunes à comprendre qu'il est bien de travailler, mais que les études ne doivent pas passer en deuxième plan. La troisième vidéo, pour sa part, a été qualifiée de « bonbon ». Elle a aussi été tournée avec des enfants qui y nomment, entre autres, le métier qu'ils veulent faire plus tard, apportant la réflexion que les rêves d'enfants peuvent se réaliser si les adultes qui les entourent les aident à y parvenir.



Alloprof

Une nouvelle plateforme éducative et intelligente

Alloprof poursuit son développement, cette fois avec le dévoilement, en août dernier, d'une nouvelle plateforme éducative et intelligente. Ainsi, d'ici 2022, l'organisme d'aide aux devoirs souhaite soutenir 80 % des élèves québécois.

Alloprof est fier de dévoiler le résultat de près d'un an de labeur : une nouvelle plateforme Web à la fine pointe de la technologie qui permet de soutenir les jeunes et leurs parents dans la persévérance scolaire.

« Ce que l'on souhaite, c'est que les importantes améliorations mises en place contribuent à l'augmentation de la réussite scolaire des élèves ». - Sandrine Faust

Ainsi, Alloprof entrevoit une importante croissance de la demande pour ses services en ligne et propose maintenant une expérience globale améliorée et plus rapide.

UNE RECHERCHE PLUS SIMPLE

La nouvelle plateforme d'Alloprof intègre un outil de recherche guidée qui facilite la recherche de sujets, de contenus, de matières et d'exercices, et ce, autant sur l'ordinateur que sur l'appareil mobile, ainsi que des recommandations de contenu selon le profil de l'utilisateur. Pour rendre l'apprentissage plus intuitif, la navigation et l'ergonomie ont été simplifiées, et de nouvelles images et vidéos ont été intégrées à la plateforme.

Pour la directrice générale et cofondatrice d'Alloprof, la Montarville Sandrine Faust, « ce que l'on souhaite, c'est que les importantes améliorations mises en place contribuent à l'augmentation de la réussite scolaire des élèves ».

Elle poursuit : « Les jeunes apprennent tous à leur manière, et ces nouvelles fonctionnalités promettent d'accroître la capacité de la plateforme à personnaliser l'expérience de l'apprentissage et donc de doubler l'utilisation des services d'Alloprof d'ici trois ans. »

Donc, d'ici ces trois années, Alloprof prévoit venir en aide à 80 % des élèves de la province, alors que l'organisme en soutient actuellement 55 % annuellement. En tout, Alloprof vise 100 millions d'accompagnements annuels d'étudiants et de parents. En 2019-2020, ce sont 47 millions d'accompagnements qui ont été répertoriés; ce qui représenterait une hausse de 113 % si l'objectif des 100 millions était réalisé.

UN NOUVEAU VISAGE

En plus d'avoir intégré des milliers de pages Web résumant plus de 3000 notions scolaires dans la nouvelle plateforme, Alloprof en a profité pour revoir son identité virtuelle. En effet, Flo, un personnage taquin, devient officiellement le visage d'Alloprof. « Sympathique et rieur, il se veut une présence rassurante et constante pour accompagner les jeunes, les parents et les enseignants sur notre site Web et se pointe le bout du nez dans nos outils numériques et imprimés. Son visage est très expressif; c'est comme un émoji! », lance, ravi, le porte-parole et directeur de la stratégie d'Alloprof, Marc-Antoine Tanguay.

Enfin, le ministre de l'Éducation et député de

Chambly, Jean-François Roberge, en ajoute : « De toute évidence, le numérique a un rôle à jouer dans la formation des élèves, et ce rôle est appelé à grandir dans les mois et les années à venir. Par ailleurs, nous avons pour nos jeunes des objectifs ambitieux de taux de diplomation et de développement de leur compétence numérique. »

Le ministre rappelle d'ailleurs qu'au Québec, Alloprof est déjà présent dans ces deux sphères grâce à son site Internet. « Avec un site Web riche, alimenté par des enseignants, vers lequel se tournent naturellement des centaines de milliers de jeunes et de parents pour consolider les apprentissages, évoque Jean-François Roberge. Nous sommes heureux d'investir dans ce projet majeur d'Alloprof, qui a l'ambition de contribuer à l'atteinte de nos grands objectifs éducatifs malgré les défis posés par la COVID-19. »

Selon une récente étude Ipsos (2020), la gratuité, l'accessibilité aux services partout au Québec, l'aide en ligne ainsi que le contenu éducatif primaire et secondaire font en sorte que 92 % des jeunes et 96 % des parents recommandent Alloprof. La nouvelle plateforme viendra renforcer cette expérience que les Québécois aiment tant depuis bientôt 25 ans.

Alloprof engage les élèves du Québec et leurs



parents dans la réussite éducative en leur offrant gratuitement des services professionnels et stimulants de soutien scolaire. L'an dernier, l'organisme aura aidé plus de 700 000 enfants et parents, 47 millions de fois! Site Internet : www.alloprof.qc.ca. (FR)



La directrice générale et cofondatrice d'Alloprof, la Montarilloise Sandrine Faust. (Photo : archives)

Communiqué (s)

LES NOUVELLES

CATÉGORIES

CALENDRIERS
SCOLAIRES

PEVR

POLITIQUES ET
RÈGLEMENTS

RAPPORTS ANNUELS

NOUVELLES

L'OPPQ RÉCOMPENSE LE PROJET NOVATEUR DE NOTRE ÉQUIPE DE PSYCHOÉDUCATRICES

14 septembre 2020



L'Ordre des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec (OPPQ) a décerné le prix Gilles-Gendreau aux psychoéducatrices Chantal Cloutier (psychoéducatrice-répondante), Lindsey Athus (école de semestrialisation Amos) et Annick Gosselin (insertion professionnelle des TES) pour leur guide d'implantation des groupes de développement professionnel en psychoéducation, développé en collaboration avec Line Massé, Ph. D., professeure/chercheur à l'Université du Québec à Trois-Rivières et Marie-Pierre Fortier, Ph. D., professeure/chercheur à l'Université du Québec à Montréal.

Le guide développé par l'équipe présente une formule rajeunie d'une modalité de soutien au développement professionnel qui entraîne des retombées positives pour les praticiens de toutes générations. Il transforme leurs pratiques et renforce l'identité professionnelle. S'appuyant sur des concepts valides et reconnus dans le domaine de la formation continue, il fournit un cadre structuré qui fait valoir le modèle de la structure d'ensemble élaboré par Gilles Gendreau. En outre, cherche à mettre de l'avant les compétences et le développement des psychoéducatrices et psychoéducateurs.

de récompenser un projet original qui contribue à mieux faire connaître la profession en plus de présenter un potentiel de retombées positives sur la pratique et de démontrer un lien avec le champ de pratique des psychoéducateurs.

Félicitations à toute l'équipe pour cette récompense bien méritée!



Annick Gosselin, insertion professionnelle des TES (CSSPI), Lindsey Athus, psychoéducatrice, école de semestrialisation Amos (CSSPI), Line Massé, Ph. professeure/chercheur (UQTR), Chantal Cloutier psychoéducatrice-répondante (CSSPI) et Marie-Pierre Fortier, Ph. D., professeure/chercheur (UQAM).

Rôle des psychoéducatrice(eur)s en milieu scolaire

Les psychoéducatrice(eur)s en milieu scolaire interviennent auprès des élèves présentant des vulnérabilités ou des difficultés d'adaptation, en plus d'accompagner l'équipe-école dans le choix des interventions appropriées.

Joins-toi à l'équipe du CSSPI!

Nos 300 professionnel(le)s passionné(e)s accompagnent chaque jour nos élèves et nos équipes-écoles afin de favoriser la réussite de tous!

<https://carrieres.csspi.ca/professionnels>



Retour à la liste des nouvelles

Enseignement en temps de COVID : les profs de cégep réclament l'amélioration des conditions d'apprentissage

NEWS PROVIDED BY

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) →

Sep 15, 2020, 10:11 ET

MONTRÉAL, le 15 sept. 2020 /CNW Telbec/ - Les professeur.es de cégep sont profondément irrités par le manque flagrant de vision dont a fait preuve le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour la rentrée scolaire, et dénoncent avec vigueur le fait que les ressources additionnelles arrivent trop peu, trop tard et sans aucune garantie d'être allouées à l'enseignement.

Elles et ils signalent par ailleurs la mauvaise gestion de plusieurs directions de collège, qui disent se soucier des étudiantes et des étudiants sans que les ressources additionnelles accordées par le Ministère se rendent jusque dans les classes pour assurer l'encadrement optimal de toutes les populations étudiantes par le personnel enseignant.

« Nous interpellons le MEES et les directions de collège pour que les ressources se traduisent concrètement dans la tâche enseignante afin de pallier l'alourdissement important du travail qui relève directement de la pandémie. Les enseignantes et les enseignants doivent être en mesure d'encadrer adéquatement les étudiantes et les étudiants, particulièrement les plus vulnérables. », explique Yves de Repentigny, vice-président responsable du regroupement cégep de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), un message que clament avec lui les représentantes et les représentants des 45 syndicats affiliés à la Fédération, qui regroupe 85 % des enseignantes et des enseignants du réseau des cégeps.

Dans le contexte de la pandémie, un nombre incalculable d'heures sont requises pour adapter les cours et maintenir le contact avec les étudiantes et les étudiants dans toutes les situations d'enseignement. Des groupes ont, par exemple, été fractionnés pour permettre que certains cours soient donnés dans les salles de classe, augmentant le nombre d'heures de prestation pour le personnel enseignant. Dans d'autres cas, comme celui de cours offerts en mode dit non présentiel, le nombre d'étudiantes et d'étudiants élevé ne favorise pas l'encadrement adéquat que les conditions requerraient. Cela a un impact considérable sur la charge de travail des enseignantes et des enseignants, qui sont inquiets pour la réussite et la persévérance scolaires de la population étudiante.

Les incertitudes qui planent sur le déroulement de la session et la complexité de la conciliation travail-famille en période de pandémie sont autant d'éléments qui accroissent les difficultés et le sentiment de désarroi des enseignantes et des enseignants.

« Force est de constater, quelques semaines à peine après le début des cours, que nous sommes déjà éreintés, un état qui semble être aussi celui de plusieurs étudiantes et étudiants. Ces signes nous inquiètent et nous font craindre une détresse psychologique plus grande chez le personnel enseignant et la population étudiante. », affirme Yves de Repentigny.

Les professeur.es de cégep de la FNEEQ-CSN lancent un message clair aux directions de collège et au Ministère : la réussite passe par de meilleures conditions de travail pour le corps enseignant afin de garantir de meilleures conditions d'apprentissage aux étudiantes et aux étudiants.

À propos :

Fondée en 1969, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec-CSN regroupe quelque 35 000 membres dans 45 cégeps, 41 établissements privés et 13 syndicats d'université. Elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur au Québec. La fédération est l'une des huit fédérations affiliées à la Confédération des syndicats nationaux.

Pour de plus amples renseignements sur la FNEEQ-CSN, visitez <http://fneeq.qc.ca> et suivez-nous sur [Facebook](#) et [Twitter](#).

Enseignement en temps de COVID : les profs de cégep réclament l'amélioration des conditions d'apprentissage

NEWS PROVIDED BY

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) →

Sep 15, 2020, 10:11 ET

MONTRÉAL, le 15 sept. 2020 /CNW Telbec/ - Les professeur.es de cégep sont profondément irrités par le manque flagrant de vision dont a fait preuve le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour la rentrée scolaire, et dénoncent avec vigueur le fait que les ressources additionnelles arrivent trop peu, trop tard et sans aucune garantie d'être allouées à l'enseignement.

Elles et ils signalent par ailleurs la mauvaise gestion de plusieurs directions de collège, qui disent se soucier des étudiantes et des étudiants sans que les ressources additionnelles accordées par le Ministère se rendent jusque dans les classes pour assurer l'encadrement optimal de toutes les populations étudiantes par le personnel enseignant.

« Nous interpellons le MEES et les directions de collège pour que les ressources se traduisent concrètement dans la tâche enseignante afin de pallier l'alourdissement important du travail qui relève directement de la pandémie. Les enseignantes et les enseignants doivent être en mesure d'encadrer adéquatement les étudiantes et les étudiants, particulièrement les plus vulnérables. », explique Yves de Repentigny, vice-président responsable du regroupement cégep de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), un message que clament avec lui les représentantes et les représentants des 45 syndicats affiliés à la Fédération, qui regroupe 85 % des enseignantes et des enseignants du réseau des cégeps.

Dans le contexte de la pandémie, un nombre incalculable d'heures sont requises pour adapter les cours et maintenir le contact avec les étudiantes et les étudiants dans toutes les situations d'enseignement. Des groupes ont, par exemple, été fractionnés pour permettre que certains cours soient donnés dans les salles de classe, augmentant le nombre d'heures de prestation pour le personnel enseignant. Dans d'autres cas, comme celui de cours offerts en mode dit non présentiel, le nombre d'étudiantes et d'étudiants élevé ne favorise pas l'encadrement adéquat que les conditions requerraient. Cela a un impact considérable sur la charge de travail des enseignantes et des enseignants, qui sont inquiets pour la réussite et la persévérance scolaires de la population étudiante.

Les incertitudes qui planent sur le déroulement de la session et la complexité de la conciliation travail-famille en période de pandémie sont autant d'éléments qui accroissent les difficultés et le sentiment de désarroi des enseignantes et des enseignants.

« Force est de constater, quelques semaines à peine après le début des cours, que nous sommes déjà éreintés, un état qui semble être aussi celui de plusieurs étudiantes et étudiants. Ces signes nous inquiètent et nous font craindre une détresse psychologique plus grande chez le personnel enseignant et la population étudiante. », affirme Yves de Repentigny.

Les professeur.es de cégep de la FNEEQ-CSN lancent un message clair aux directions de collège et au Ministère : la réussite passe par de meilleures conditions de travail pour le corps enseignant afin de garantir de meilleures conditions d'apprentissage aux étudiantes et aux étudiants.

À propos :

Fondée en 1969, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec-CSN regroupe quelque 35 000 membres dans 45 cégeps, 41 établissements privés et 13 syndicats d'université. Elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur au Québec. La fédération est l'une des huit fédérations affiliées à la Confédération des syndicats nationaux.

Pour de plus amples renseignements sur la FNEEQ-CSN, visitez <http://fneeq.qc.ca> et suivez-nous sur [Facebook](#) et [Twitter](#).



Services Québec

Québec.ca > **Fil d'information**

Programme accéléré pour devenir préposé en CHSLD - Les membres de la première cohorte prêts à intégrer le réseau de la santé

QUÉBEC, le 15 sept. 2020 /CNW Telbec/ - Près de 7 100 personnes en arrivent au dernier droit de leur parcours éducatif dans le cadre du nouveau programme *Soutien aux soins d'assistance en établissement de soins de longue durée* et sont maintenant prêtes à intégrer le réseau de la santé pour devenir préposés et préposées aux bénéficiaires en CHSLD.

L'engagement du premier ministre est clair, les préposés aux bénéficiaires en CHSLD travaillant à temps plein devront être disponibles pour travailler sur tous les quarts de travail de la journée, incluant les soirs, les nuits et les fins de semaine. Ceux-ci recevront un salaire de 26 \$ de l'heure, soit 49 000 \$ par année. Ces milliers de nouvelles ressources qualifiées permettront d'augmenter significativement la qualité des soins offerts à nos aînés dans nos établissements de soins de longue durée, et ce, partout au Québec.

Une deuxième cohorte de plus de 3200 élèves débutera la formation à compter du 28 septembre pour permettre aux personnes qui travaillent présentement dans un établissement de santé d'accéder également à la formation. De plus, les personnes admises à la formation cet été, mais n'ayant pu la compléter, ou encore celles n'ayant pu s'inscrire faute de places disponibles seront aussi invitées à participer à cette deuxième cohorte. Le gouvernement atteint ainsi son objectif de 10 000 préposés annoncé le printemps dernier. Les gens formés cet été seront quant à eux fins prêts à prendre le relais.

Rappelons que le ministère de l'Éducation a élaboré ce nouveau programme pour pallier la rareté de ressources dans le domaine des soins aux aînés et aux adultes vulnérables. La formation s'étend sur une période de trois mois et conduit à une attestation d'études professionnelles (AEP). Au terme de cette formation, qui conjugue à la fois un volet théorique et un volet pratique d'apprentissage en milieu de travail, les titulaires de l'AEP peuvent travailler comme préposés et préposées aux bénéficiaires en centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD). Les candidats inscrits à ce programme apprennent notamment à prévenir les infections et la contamination, à développer une approche relationnelle apportant du soutien et du réconfort aux résidents et à fournir des soins d'assistance.

Citations :

« Je félicite et remercie personnellement tous les diplômés et futurs diplômés du programme accéléré pour devenir préposés ou préposées aux bénéficiaires dans nos établissements de soins de longue durée. Quand nous avons fait un appel à tous en invitant les gens à venir prêter main-forte dans le système de santé, ces personnes ont été les premières à répondre présentes et voilà qu'elles sont maintenant prêtes à se lancer sur le marché du travail. Je ne saurais être plus reconnaissant qu'en ce moment et je suis convaincu que toutes et tous seront d'une aide inestimable pour des années à venir. Je remercie aussi les centres de formation qui ont fait un travail colossal d'adaptation de leur matériel et de leurs pratiques pour développer cette formation accélérée. Ils ont été des partenaires de premier plan. »

Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

« Dans les prochains jours, plus de 7 000 ressources qualifiées viendront prêter main-forte au personnel dans nos établissements de soins de longue durée. Je tiens à remercier ces hommes et ces femmes qui donneront un important coup de main au sein du réseau de la santé et des services sociaux et qui contribueront à améliorer les services offerts à nos aînés. Je lance un appel à celles et ceux faisant partie des bassins prioritaires pour qu'ils expriment dès maintenant leur intérêt en vue de la deuxième cohorte. »

Christian Dubé, ministre de la Santé et des Services sociaux

« L'amélioration des conditions de vie de nos aînés est à la base de mon engagement politique. L'ajout, à terme, de quelque 10 000 nouvelles ressources qualifiées et permanentes dans nos centres d'hébergement est la concrétisation d'un engagement majeur pris par notre gouvernement, qui s'inscrit directement dans cette voie. Ses effets bénéfiques s'en feront d'ailleurs sentir plusieurs années après la pandémie. Je tiens à remercier du fond du cœur toutes celles et tous ceux qui, par leur engagement, ont adhéré à la mission, à la fois noble et fondamentale, de prendre soin de celles et de ceux qui ont bâti le Québec. Toute la société québécoise vous en remercie. »

Marguerite Blais, ministre responsable des Aînés et des Proches aidants

C Consulter le contenu original : <http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/September2020/15/c5288.html>

Autres communiqués diffusés par Cabinet du ministre de l'Éducation

Autres communiqués diffusés par Cabinet de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants

Autres communiqués diffusés par Cabinet du ministre de la Santé et des Services sociaux



© Gouvernement du Québec, 2020

Échéance des primes du secteur public - Le gouvernement doit arrêter de jouer au yoyo avec l'éducation, la santé et l'enseignement supérieur

NOUVELLES FOURNIES PAR

CSQ →

Sept 15, 2020, 14:14 ET

MONTRÉAL, le 15 sept. 2020 /CNW Telbec/ - Dans l'objectif de favoriser la rétention et l'attraction pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) presse le Conseil du trésor de s'engager à renouveler, et même à bonifier, les primes destinées au secteur public et arrivant à échéance le 30 septembre prochain.

Dans le contexte d'une pandémie mondiale où le gouvernement cherche à préparer le terrain pour la relance économique, la Centrale déplore le silence du gouvernement sur l'avenir des primes du secteur public (pour les ouvriers spécialisés, les psychologues et certaines catégories de personnel en CHSLD et travaillant avec une clientèle ayant des troubles graves du comportement). La CSQ soutient que la non-reconduction de ces primes enverrait un très mauvais message aux nombreux psychologues, employés en CHSLD ou ouvriers spécialisés déployés actuellement sur le terrain. En considérant la hausse accrue des besoins pour les personnes vulnérables après que le Québec entier ait été mis sur pause le printemps dernier, la CSQ considère que l'absence de signal du gouvernement constitue une menace directe sur la qualité des services aux citoyens après le 30 septembre.

« En pleine pandémie, c'est la deuxième fois en six mois que le secteur public se retrouve avec une épée de Damoclès concernant les primes, faute d'engagement de la part du gouvernement. Rappelons que ces montants n'ont pas été instaurés par hasard, mais bien pour

répondre à des besoins particuliers, tant dans nos CHSLD que dans nos établissements scolaires ou d'enseignement supérieur. Si le Conseil du trésor veut s'engager sérieusement en faveur de l'attraction et de la rétention du personnel dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, il a le devoir de renouveler, et même de bonifier, les primes dès maintenant. Plus que des campagnes publicitaires, les employés du secteur public attendent des gestes concrets pour pérenniser ces montants. Le gouvernement Legault doit arrêter de jouer au yoyo avec les travailleuses et les travailleurs de l'éducation, de la santé et de l'enseignement supérieur! », explique Sonia Ethier, présidente de la CSQ.

SOURCE CSQ

Renseignements: Sébastien Marcil, Attaché de presse de la CSQ, Cellulaire : 438 356-4545

Liens connexes

<http://www.lacsq.org/>